
Audit du niveau des charges et produits d'exploitation de Gaz de Barr

Rapport d'audit

Rapport final

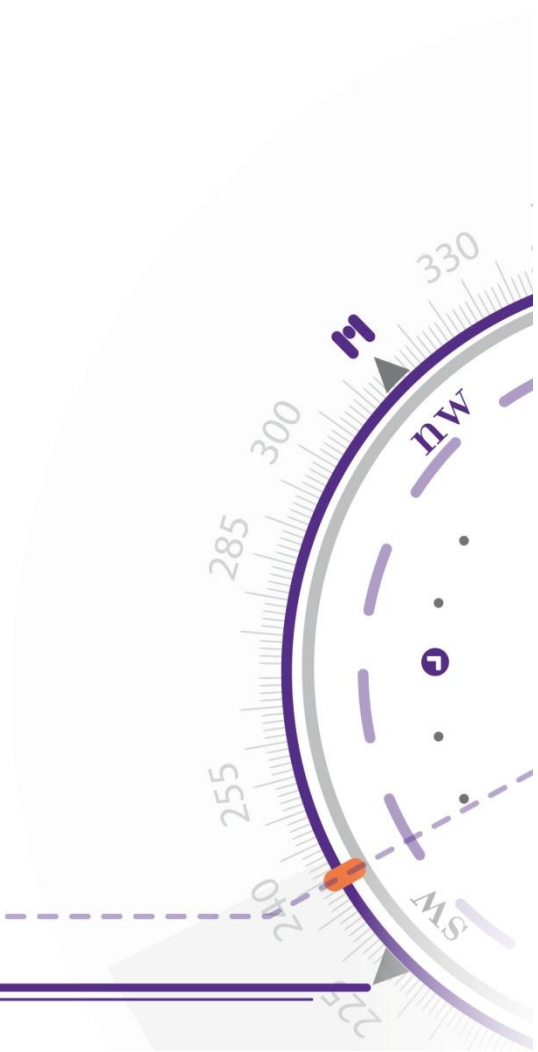


Table des matières

1.	Synthèse des résultats de l'audit	4
1.1	Traitement des zones péréquées et non péréquées.....	4
1.2	Période ATRD4	7
1.3	Demande ATRD5	8
1.4	Synthèse des ajustements	10
1.5	Trajectoire proposée par PMP	13
2.	Contexte et objectif de l'audit	16
2.1	Contexte	16
2.2	Objectifs de l'audit	16
3.	Déroulement de l'audit.....	18
4.	Présentation de l'activité de l'ELD	19
5.	Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2016	21
5.1	Hypothèses d'indexation.....	23
5.2	Principaux écarts du poste Consommations externes.....	23
5.2.1	Achat stockés, achats de matériels et travaux.....	24
5.2.2	Loyers, crédit bail et charge locative	24
5.2.3	Services extérieurs, entretien et maintenance	24
5.2.4	Assurances	25
5.2.5	Prestations externes	25
5.2.6	Cessions internes reçues.....	25
5.3	Analyse des postes de charge du personnel.....	26
5.3.1	Rémunérations brutes et charges sociales	26
5.3.2	Autres charges sociales.....	26
5.4	Analyse des impôts et taxes.....	27
5.4.1	Taxe professionnelle.....	27
5.4.2	Taxe assise sur les salaires.....	27
5.5	Analyse des recettes extratarifaires	27
5.5.1	Transfert de charges	27
5.5.2	Autres	28
5.6	Analyse des charges de production immobilisée sur la période 2013-2016	28
6.	Analyse de la demande tarifaire ATDR5	29
6.1	Synthèse de l'évolution des charges à couvrir	29
6.2	Zoom sur les consommations externes.....	31
6.2.1	Zoom sur les fournitures non stockables et les achats matières et fournitures non stockées	31
6.2.2	Zoom sur les achats stockés.....	32
6.2.3	Zoom sur les achats de matériels, équipements et travaux.....	34
6.2.4	Zoom sur les redevances	36
6.2.5	Zoom sur Services extérieurs, entretien et maintenance	36

6.2.6	Zoom sur les prestations externes	38
6.2.7	Dépenses de communication	38
6.2.8	Aides commerciales	40
6.2.9	Zoom sur les cessions internes reçues / Coût de préacheminement	41
6.2.10	Zoom sur les cessions internes reçues / achats de pertes réseau	41
6.2.11	Autres charges – impayés acheminement	43
6.3	Zoom sur Rémunérations brutes et charges sociales	44
6.3.1	Rémunérations brutes	44
6.3.2	Charges sociales	47
6.3.3	Autres charges sociales	48
6.4	Impôts et taxes	49
6.4.1	Taxe professionnelle	49
6.4.2	Taxes sur les salaires	50
6.5	Recettes extra-tarifaires	51
6.5.1	Transfert de charges	51
6.6	Zoom sur la production immobilisée	52
7.	Principes de dissociation comptable	54
7.1	Préambule	54
7.2	Présentation des comptes de résultat par activités	54
7.3	Calcul des clés utilisées	57
8.	Annexes	58
8.1	BP demande tarifaire ATRD5 transmise par Gaz de Barr à la CRE	58
8.2	BP demande tarifaire ATRD5 des zones péréquées avec clés finales proposées par Gaz de Barr	58
8.3	Tableau récapitulatif des ajustements	58
8.4	BP demande tarifaire ATRD5 des zones péréquées avec clés initiales proposées par PMP	58
8.5	Production immobilisée par zone	58
8.6	Obligations de loi NOTRe et de la LTECV	59
8.7	Mail de la CNIEG relatif au taux de charges sociales	61
8.8	Détail du taux de charges indirectes immobilisées (2016)	61
8.9	Justificatif d'assurance	61
8.10	Justificatif de la prestation de sécurisation des réseaux de télécommunications (devis Orange)	61
8.11	Ecart couvert ATRD4 et réalisé ATRD4 en zone péréquée	62
8.12	Contradictoire de Gaz de Barr	62

1. Synthèse des résultats de l'audit

1.1 Traitement des zones péréquées et non péréquées

La demande tarifaire ATRD5 de Gaz de Barr est construite en intégrant les charges des zones péréquées (18 communes) et non péréquées (10 communes) de son réseau. Gaz de Barr n'a pas justifié cette position.

Nous recommandons à Gaz de Barr de faire évoluer ses outils comptables afin d'être en mesure de produire des comptes isolant les charges à couvrir des zones péréquées et non péréquées et respecter ainsi le cadre des demandes tarifaires de la CRE.

Gaz de Barr n'est en mesure de dissocier uniquement les charges immobilisées des zones péréquées et non péréquées (gaz de Barr a fourni des données dissociées entre ces zones sur la période 2012-2021) avec un détail des postes sur lesquels ces charges sont affectées. A partir de ces données nous proposons de construire le total des charges à couvrir des zones péréquées selon les règles suivantes :

- Pour les postes de charges contenant une part immobilisée (achats stockés, achat de matériel, achat de matière et fournitures non stockées) hors charges de personnel et autres charges de consommations externes :

- Part immobilisée : nous retenons la part des zones péréquées issue des données de Gaz de Barr ;
- Part non immobilisée : nous avons réparti entre zones péréquées et non péréquées le reliquat de charges non immobilisées selon la même proportion que celle observées pour la part immobilisée entre ces zones.

[Confidentiel]

- Pour les postes de charges ne contenant pas de part immobilisée, nous avons appliqué un coefficient de dissociation entre zones péréquées et non péréquées calculé à partir des volumes de gaz acheminés sur l'exercice 2015-2016 (l'exercice comptable de Gaz de Barr est du 01/10 année N au 30/09 année N+1) dans ces zones pour la période 2013-2016 :

- Volume de gaz acheminé en zones non péréquées : [Confidentiel]
- Volume de gaz acheminé en zones péréquées : 527 GWh.

⇒ **Valeur de la clé utilisée (période 2013-2016) : [Confidentiel]**

Pour la période 2017-2021, nous avons utilisé la projection de la consommation à 10 ans des zones non péréquées communiquée à la CRE :

- Volume de gaz acheminé en zones non péréquées (2025) : [Confidentiel]
- ➔ Estimation du volume de gaz acheminé en 2021 (zones non péréquées) : [Confidentiel]
- Volume de gaz acheminé en zones péréquées : [Confidentiel]

⇒ **Valeur de la clé utilisée (période 2017-2021) : [Confidentiel]**

- Pour le poste « autres charges » de consommations externes, nous avons considéré que la quote-part à retenir pour les zones péréquées se composait de :
 - La part de charge immobilisée issue des données fournies par Gaz de Barr pour ces zones ;
 - La part de charge non immobilisée calculée en utilisant la clé de dissociation fondée sur les volumes acheminés soit sur la période 2013-2016 : [Confidentiel]*total des « autres charges » non immobilisées en considérant que les charges immobilisées avaient des montants trop faibles pour être représentatifs de leur part péréquée/non péréquée (la part de charges immobilisées sur le total du poste « autre charges » varie entre [Confidentiel] sur la période 2013-2016) ;
- Pour les charges de personnel (qui contiennent une part immobilisée), nous avons considéré que les charges des zones non péréquées étaient essentiellement immobilisées puisqu'il s'agit de travaux d'extension de réseau effectués sur ces zones. Par conséquent, nous avons retenu :
 - La part de charge immobilisée des zones péréquées issues des données fournies par Gaz de Barr ;
 - La part de charge non immobilisée de la zone péréquée calculée en utilisant la clé de dissociation fondée sur les volumes acheminés soit [Confidentiel]*total de charges de personnel non immobilisée.

L'ensemble des charges ainsi obtenu est détaillé en annexe 8.4. Ce sont ces données, calculées avec les clés proposées par PMP, qui ont été analysées dans le présent rapport.

Réponse de l'ELD :

Gaz de Barr détaille son traitement des zones péréquées et non péréquées (cf. annexe 8.11) :

- Pour les années 2013 et 2014 : la clé de dissociation, fondée sur les volumes distribués réels (volume non péréqué/volume total, est de [Confidentiel]). Les années 2013 et 2014 ont la même clé en raison du changement de SI facturation qui a empêché Gaz de Barr d'extraire les données spécifiques aux nouvelles concessions en 2013 ;
- Pour l'année 2015 : la clé est de [Confidentiel]) ;
- Pour l'année 2016 : la clé est de [Confidentiel] ;
- Pour la période ATRD5 : la clé est de [Confidentiel].

Ces clefs s'appliquent aussi bien aux postes ayant uniquement des charges non immobilisées que pour les composantes non immobilisées des charges des postes d'achats stockés, achats de matériel et travaux, et autres charges.

Pour les composantes immobilisées de ces charges, Gaz de Barr a fourni ses données réelles et prévisionnelles des zones péréquées et non péréquées.

Proposition d'ajustement de PMP :

Après échanges avec Gaz de Barr, PMP accepte cette méthode et l'applique sur l'ensemble des années concernées. Le détail de la demande tarifaire corrigée avec les clés proposées par Gaz de Barr est fourni en annexe 8.2.

1.2 Période ATRD4

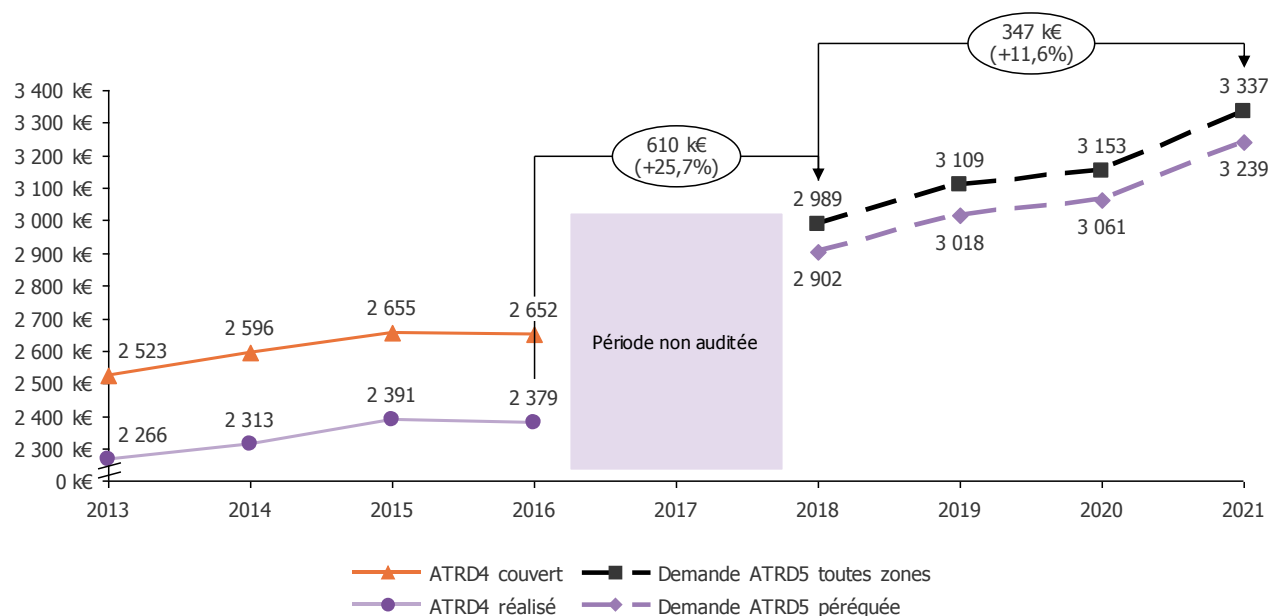
Sur la période 2013-2016 (Gaz de Barr a fourni des données 2016 quasi-certifiées) le montant moyen annuel de charges réelles (en zones péréquées) a été inférieur de **-296 k€/an** au montant couvert ATRD4 (en zones péréquées). Selon Gaz de Barr cet écart s'explique par les évolutions de plusieurs sous-postes :

- Des consommations externes qui ont été supérieures au couvert ATRD4 (+1 215 k€/an) en raison principalement de :
 - D'un volume de travaux effectués supérieurs à la prévision entraînant un surcoût moyen annuel de +141,8 k€/an sur le poste achats stockés et +1 194,5 k€/an sur le poste achats de matériel/travaux,
 - D'un retard sur le plan anti-endommagement prévu entraînant un écart de -35 k€/an avec le couvert ATRD4,
 - Les dépenses de pré-acheminement inférieure de -39 k€/an à cause du retard pris sur la construction du tronçon de sécurisation de Sand-Gertwiller (avec le réseau de Réseau GDS) décalant la facturation de ces charges,
 - De la renégociation en 2013 des conditions d'assurance de responsabilité civile qui ont permis un gain moyen annuel de -22,2 k€/an vs la prévision ATRD4.
 - D'une économie moyenne annuelle de -10,2 k€/an sur la gestion du parc de véhicules : Gaz de Barr a effectué moins de locations et a augmenté sa part d'achats directs immobilisés,
- Des charges de personnel supérieures au couvert ATRD4 de +14 k€/an en raison de :
 - Rémunérations brutes qui sont inférieures de -12 k€/an à la demande ATRD4 car il y a eu, d'après Gaz de Barr, notamment plus de prestations d'interim que prévu (cela a évolué en 2016 avec des recrutements en CDD),
 - Les charges sociales sont inférieures de -25,9 k€/an liées à l'évolution des rémunérations brutes et à l'arrêt des cotisations CNIEG de 2,2pts en 2015 pour la couverture des « événements de la vie » (mariages, naissance, ...),
 - Un surcoût des « autres charges sociales » de +53,6 k€/an associés notamment d'après Gaz de Barr à la hausse des avantages en nature (calcul des montants mis à jour après changement d'outil comptable en 2013)
- Des impôts et taxes qui augmentent de +45 k€/an notamment sur les postes de taxe professionnelle (+17 k€/an ; hausse des taux et assiette d'après Gaz de Barr) et de taxes sur les salaires (+20,9 k€/an ; augmentation des budgets de formation dans le cadre du plan triennal de formation 2013-2015),
- Les recettes extra-tarifaires dépassant le couvert ATRD4 de -102 k€/an en raison de plusieurs refacturations ou subventions non prévues dans la demande, des locations de compteurs et postes (+37,3 k€/an) et des prestations catalogue (+14,4 k€/an) dont le dépassement est expliqué, selon Gaz de Barr, par le changement d'outil de facturation en 2013,
- Les charges de production immobilisée qui ont dépassé le couvert ATRD4 de -1 500 k€/an en lien avec les volumes de travaux supérieurs à la demande tarifaire (notamment sur les postes d'achats de matériel/travaux),
- [Confidentiel] d'écarts associés à la dissociation des zones non péréquées

1.3 Demande ATRD5

L'augmentation des charges à couvrir entre 2016 et 2018 est de **+610 k€ (+25,7%)** :

**Evolution des charges d'exploitation réelles et la demande tarifaire ATRD5
2013-2021 (en k€)**



Courbes	2013	2014	2015	2016
ATR4 couvert	2 523 249	2 596 037	2 654 985	2 651 935

Courbes	2013	2014	2015	2016
ATR4 réalisé toutes zones	2 278 616	2 326 330	2 426 727	2 431 089
<i>Périmètre non péréqué</i>	-12 675	-12 987	-35 384	-52 195
ATR4 réalisé	2 265 941	2 313 343	2 391 343	2 378 893

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATR5 toutes zones	2 989 303	3 108 601	3 153 455	3 336 519
<i>Périmètre non péréqué</i>	-87 538	-91 011	-92 327	-97 742
Demande ATR5 péréquée	2 901 765	3 017 590	3 061 128	3 238 777

Cette hausse de **+610 k€** entre 2016 et 2018 s'explique notamment par :

- +87,5 k€ de retraitements de périmètre non péréqué (écart entre la valeur 2018 de la demande ATDR5 toutes zones et celle des zones péréquées) ;
- +271,9 k€ de consommations externes (hors charges immobilisées) dont les principaux postes de hausse sont :
 - Les achats de matériel (+73,5 k€) dont la hausse n'a pas été expliquée par Gaz de Barr ;
 - Les services extérieurs, entretien et maintenance en hausse de +62,3 k€ en raison de besoins nouveaux associés :
 - A partir de 2018 aux lois NOTRe et LTECV : travaux d'évolution des outils SI pour 31 k€/an (32*0,97) ;
 - A partir de 2017 à la mise à jour de son SIG (Système d'Informations Géographique) pour 29,1 k€/an (30*0,97) en complément des travaux du plan anti-endommagement.
 - Le poste d'achats pertes réseau qui croît de +26,5 k€ en raison d'une charge faible en 2016 (climat doux) (la projection 2017-2021 est établie sur une moyenne des années 2012-2014) ;
 - Les coûts de préacheminement (facturés par Réseau GDS) qui augmentent de +17,6 k€ en raison de la fin de la mise en service progressive en 2018 du nouveau tronçon de la zone de Sand-Gertwiller ;
 - Les aides commerciales qui augmentent de +29,7 k€. Cette hausse est expliquée par Gaz de Barr par la variabilité des lancements de programmes immobiliers ;
 - Divers postes en hausse : prestations externes (+12,2 k€), achats matières (+11,6 k€), achats stockés (+9 k€).
- Des charges de personnel [Confidentiel] réparties entre [Confidentiel] de rémunérations brutes et charges sociales et [Confidentiel] de CCAS et autres charges sociales. Une hausse des effectifs de 2 ETP est prévue entre 2016 et 2018 (1 ETP pour couvrir les besoins des lois NOTRe et LTECV et 1 ETP en CDD pour faire évoluer le SIG) ;
- Les impôts et taxes qui augmentent de +10 k€ en raison notamment de la hausse de la taxe sur salaires (+8 k€) en lien avec un plan de formation triennal ;
- Les recettes extra-tarifaires sont stables (+2 k€).

En regard de cette hausse PMP propose -536,9 **k€/an** d'ajustements moyens annuels (sur la période 2018-2021) qui portent notamment sur :

- -134,5 k€/an de retraitements de périmètre afin de respecter les décisions précédentes de la CRE concernant l'exclusion de la demande tarifaire :
 - Des aides commerciales (-60,3 k€) ;
 - Des dépenses de communication externe (développement) (-9,3 k€) ;

Cela concerne aussi les retraitements de périmètre pour exclure les montants de la demande tarifaire ATDR5 prévisionnelle qui concernent les zones non péréquées (-92,2 k€) ;

Cela concerne enfin la prise en compte pour toutes les ELD d'un taux uniforme (0,9% du revenu autorisé annuel soit +27,3 k€) nécessaire au calcul des impayés acheminements.

➤ -202,8 k€/an d'ajustements relatifs au poste de consommations externes :

- -7,9 k€/an sur le poste d'achats stockés non immobilisés en raison d'une projection non justifiée sur la période 2017-2021 ;
- -29,0 k€/an sur les postes de fournitures non stockables, achats matières et fournitures non stockées, services extérieurs, entretien et maintenance (hors géoréférencement et travaux liés à la loi NOTRe et LTECV), autres charges (hors impayés acheminement) afin d'établir la projection 2018-2021 à partir de la moyenne 2013-2016+IPC ;
- -94,8 k€/an sur le poste d'achats de matériel non immobilisé qui n'a pas été justifié par Gaz de Barr ;
- -25,0 k€/an relatifs aux coûts SI de la loi NOTRe et LTECV que nous proposons de réduire car ils sont trop élevés en comparaison des coûts équivalents des autres ELD ;
- -30,1 k€/an concernant le plan anti-endommagement car cette dépense était intégrée dans la demande ATRD4 ;
- -16,0 k€/an concernant les coûts d'achats de pertes réseau, car la projection effectuée sur la période 2017-2021 par Gaz de Barr s'appuyait sur la moyenne des années 2012-2014 qui ne tient pas compte de la baisse des prix observée depuis 2013 ;

➤ -173,8 k€/an d'ajustements relatifs aux charges de personnel :

- -63,0 k€/an pour les rémunérations brutes au motif d'un salaire moyen par agent qui n'évolue pas tel que l'annonçait Gaz de Barr dans sa demande tarifaire ;
- -17,5 k€/an pour tenir compte de la correction du besoin en ETP pour traiter les prestations des lois NOTRe et LTECV (0,25 vs 1 ETP demandé) ;
- -54,0 k€/an de charges sociales en lien avec la baisse envisagée des rémunérations brutes ;
- -39,4 k€/an d'autres charges sociales en prenant une hypothèse de consommation pour les avantages en nature supérieure de 25% pour les consommateurs d'Alsace par rapport aux consommateurs GRDF de métropole ;

➤ -9,6 k€/an d'ajustements sur les impôts et taxes sur les méthodes de calcul des taxes sur les salaires et de la taxe professionnelle ;

➤ -4,9 k€ sur le poste de transfert de charges en ajustant la projection de charges 2018-2021 à partir de la moyenne 2013-2016.

1.4 Synthèse des ajustements

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle des montants demandés 2018-2021 (en k€)	Evolution 2016 - 2018 (en k€)	Evolution 2016 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement sur la période 2018-2021 Montants moyens annuels	Référence
Fournitures non stockables	23,5	0,4	1,7%	Hausse significative entre la moyenne 2013-2016 et 2018-2021	-1,5 k€/an : calcul à partir de la moyenne 2013-2016	6.2.1

Achats stockés	186,7	13,9	7,7%	La part non immobilisée de la charge est marquée par une croissance non justifiée de près de 10%/an à partir de 2017	En appliquant l'IPC à la moyenne des charges non immobilisées 2013-2014-2016 (2015 semblant contenir une part exceptionnelle) cela entraîne une correction à la baisse de - 7,9 k€/an	0
Achats de matériel, équipement et travaux	999,9	-235,5	-25,0%	La part non immobilisée de la charge est marquée par une croissance non justifiée de +60 k€ en 2017 puis d'une progression de 10%/an	-94,8 k€/an : la projection de charges non immobilisées doit évoluer à partir de la valeur moyenne 2013-2016+IPC	
Achats matières et fournitures non stockées	55,4	1,2	2,3%	Hausse significative entre la moyenne 2013-2016 et 2018-2021	-8,7 k€/an : projection à partir de la moyenne 2013-2016+IPC	6.2.1
Loyers, crédit-bail et charges locatives	9,6	0,2	1,7%	La projection est construite selon le réalisé 2016 à laquelle est appliquée l'IPC	Aucun	
Redevances (613220 et 651xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	1,6%	Ce poste contient des redevances du domaine public et de desserte qui ont été conservées lors de la demande ATRD4	Aucun	
Services extérieurs entretien et maintenance	179,3	62,3	35,6%	Au titre des lois NOTRe et LTECV le montant des demandes en besoins informatiques paraît au-dessus de la moyenne de celles des ELD Les charges de géoréférencement (30,4 k€/an) au titre du plan anti-endommagement sont en doublon avec la demande tarifaire ATRD4 La part de ce poste hors géoréférencement et travaux liés aux lois NOTRe et LTECV évolue fortement entre 2013-2016 et 2018-2021	Au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les neuf ELD de l'audit, il apparaît que la charge de SI affectée à la loi NOTRe et LTECV est supérieure à la moyenne → PMP propose de réduire le budget de -25,0 k€/an sur la période ATRD5. Les charges de géoréférencement de -30,1 k€/an sur la période 2018-2021 sont supprimées de la demande tarifaire ATRD5 car c'est un reliquat de l'enveloppe de - 90 k€/an de la demande tarifaire ATRD4. Il s'agit d'un report de charges déjà couvertes par le tarif ATRD4. -6,3 k€/an : projection à partir de la moyenne des charges récurrentes 2013-2016+IPC	6.2.5
Assurances	57,1	4,8	8,6%	Projection selon l'IPC à partir de l'estimé 2017	Aucun	
Prestations externes	49,7	12,2	25,1%	Une prestation de sécurisation des réseaux de communication pour un montant moyen annuel de 12,4k€/an à partir de 2017 contribue à la hausse de ce poste	Aucun	
Dépenses de Communication	18,7	0,3	1,6%	En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses de communication externes sont exclues du périmètre de la demande tarifaire.	-9,3 k€/an : Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte dans les charges d'exploitation les dépenses de communication externe liées au développement de l'activité gaz. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5.	6.2.7

Aides commerciales	60,3	29,7	50,3%	En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses d'actions commerciales externes sont exclues du périmètre de la demande tarifaire.	-60,3 k€/an : Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte dans les charges d'exploitation les dépenses relatives au développement du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz mais incite GRDF via des bonus. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses d'aides commerciales sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. Ceci conduit à un ajustement à la baisse de -60,3 k€/an sur la période ATRD5.	6.2.8
Cessions internes reçues	534,0	44,4	8,4%	Gaz de Barr a construit sa projection en s'appuyant sur la moyenne des années 2012-2014 qui ne tient pas compte de la baisse des prix observée depuis 2013	-16,0 k€/an : Les volumes acheminés et les prix de compensation s'appuyent sur la moyenne 2014-2016	0 6.2.10
Autres charges	157,3	26,7	17,4%	Intègre les impayés acheminement (calculés avec un taux de 0,4% du revenu autorisé prévisionnel)	Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des impayés acheminement qui a été intégré dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé prévisionnel. L'application d'un calcul similaire pour Gaz de Barr entraînerait un ajustement annuel moyen à la hausse de +27,3 k€/an sur la période 2018-2021 -12,5 k€/an : hors impayés, les « autres charges » sont recalculées sur la période 2018-2021 à partir de la moyenne 2013-2016	0
Total consommations externes	2 377,0	-38,8	-1,7%	Aucun	Aucun	
Rémunérations brutes	[Confidentiel]	[Confidentiel]	14,1%	Un poste pour la Loi NOTRe qui est évalué à [Confidentiel] (chargés) Un CDD pour faire évoluer le SIG non communiqué dans la demande tarifaire transmise à la CRE ([Confidentiel])	17,5 k€/an : ajustement du poste lié aux travaux des lois NOTRe et LTECV [Confidentiel]	6.3.1 / 0 / 0
Charges sociales	[Confidentiel]	[Confidentiel]	16,1%	[Confidentiel] Les taux de charges sociales employés ne correspondent pas à la demande tarifaire transmise à la CRE en 2018	-63,0 k€ : révision de l'évolution du salaire moyen selon les hypothèses mentionnées dans le document de la demande tarifaire [Confidentiel]	
CCAS 1%	[Confidentiel]	[Confidentiel]	20,2%	[Confidentiel] Application des taux de la CNIEG pour corriger le montant prévu des charges sociales	-54,0 k€/an : impact à la baisse en appliquant les évolutions de taux de charges sociales envisagées par la CNIEG, -39,4 k€/an : Ajustement du montant moyen par agent d'avantages en nature [Confidentiel]	
Autres charges sociales	[Confidentiel]	[Confidentiel]	21,1%	Les montants unitaires par agent des avantages en nature sont très élevés pour la période 2014-2016.		
Total charges de personnel	[Confidentiel]	[Confidentiel]	15,5%			

Taxe foncière	9,7	0,1	1,6%	Aucun	Aucun	
Taxe professionnelle	102,9	1,6	1,6%	Aucun	-8,5 k€/an : ajustement en appliquant la moyenne 2013-2016 pour établir la projection 2018-2021	6.4.1
Taxes assises sur les salaires	31,2	8,1	27,1%	Gaz de Barr évoque la création et le développement de plans de formations dont le coût sur la période 2017-2019 a été détaillé et projeté en 2020-2021 au moyen de l'IPC	-1,0 k€/an : ajustement du montant de la demande tarifaire avec les données détaillées fournies par Gaz de Barr	0
Autres	27,3	0,4	1,6%			
Total impôts et taxes	171,0	10,3	6,2%	Aucun	Aucun	
Transfert de charges	15,9	-0,3	-1,0%	Aucun	-4,9 k€/an : renforcement de la projection 2018-2021 en s'appuyant sur la moyenne 2013-2016	6.5.1
Autres recettes extra-tarifaires	161,4	-1,8	-1,1%	Aucun	Aucun	
Total recettes extra-tarifaires	177,4	-2,0	-1,1%	Aucun	Aucun	
Charges directes	1 074,7	-349,2	-33,3%	Contrepartie des évolutions des postes d'achats stockés et achats de matériel ainsi que la part de personnel des travaux engagés La méthode de calcul et de projection est cohérente	Aucun	
Charges indirectes	200,4	69,2	36,0%	La méthode de calcul et de projection est cohérente	Aucun	
Total Production immobilisée	1 275,0	-280,0	-22,6%	Aucun	Aucun	0
Total charges à couvrir	3 056,5	541,9	18,7%			

1.5 Trajectoire proposée par PMP

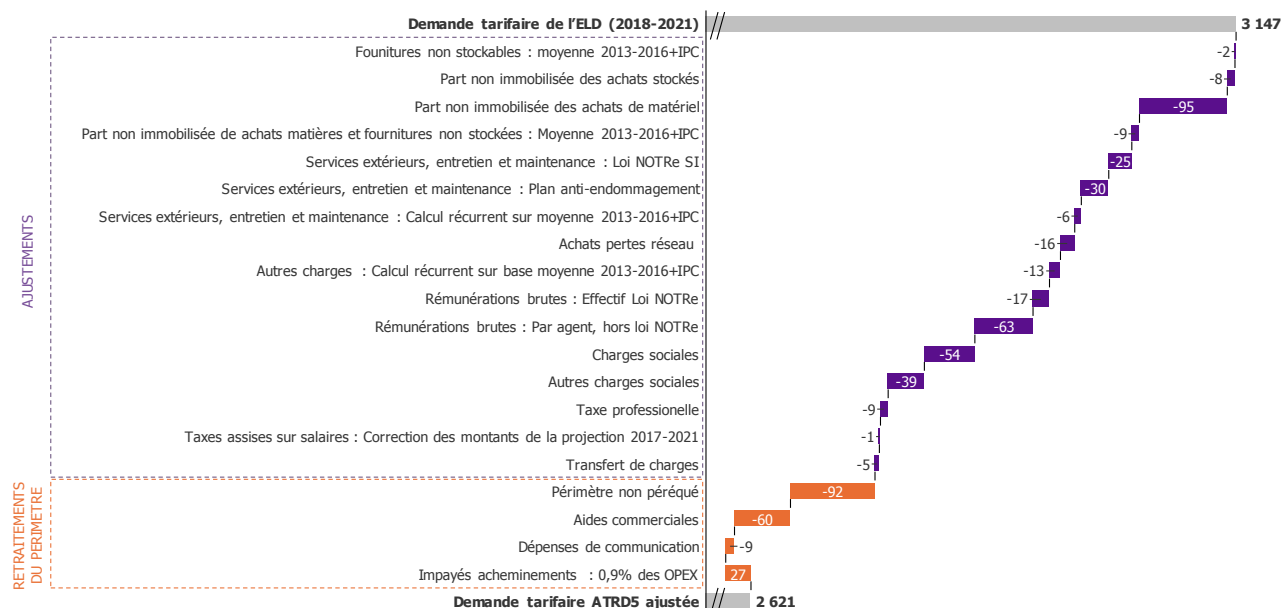
Au sein des corrections proposées dans le tableau de synthèse ci-dessus, nous distinguons :

- Les retraitements de périmètres qui concernent les corrections relatives aux décisions de la CRE (dépenses de communication externe, aides commerciales, gestion des impayés acheminement) ;
- Les ajustements qui ne sont pas établis à partir de décisions de la CRE.

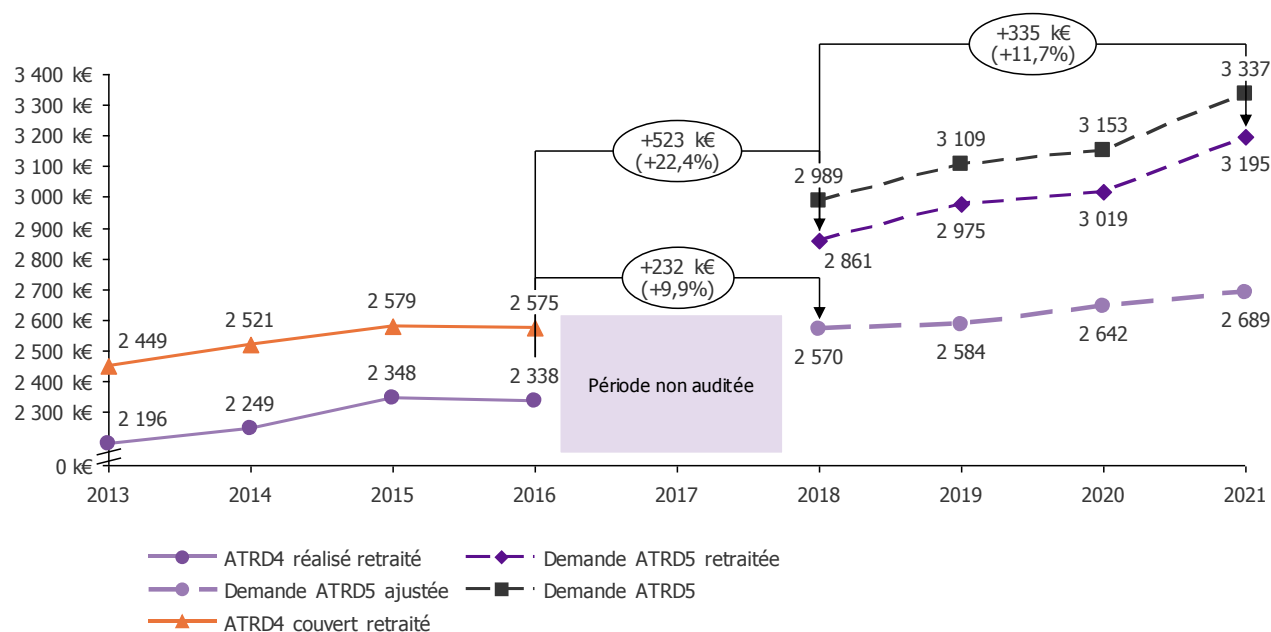
	2018	2019	2020	2021	Moyenne
Total charges à couvrir de la demande tarifaire	2 989 303	3 108 601	3 153 455	3 336 519	3 146 970
<i>Montants des ajustements</i>	<i>-290 619</i>	<i>-391 143</i>	<i>-376 299</i>	<i>-506 383</i>	<i>-391 111</i>
<i>Retraitements du périmètre</i>	<i>-128 784</i>	<i>-133 133</i>	<i>-134 852</i>	<i>-141 219</i>	<i>-134 497</i>
Trajectoire y compris ajustements et retraitements (zones péréquées)	2 569 900	2 584 325	2 642 304	2 688 917	2 621 361

Le montant moyen des charges à couvrir après ajustement serait donc de 2621 k€/an sur la période ATRD5.

Moyenne annuelle des ajustements sur la période ATRD5 par rapport à la demande tarifaire de l'ELD (en k€)



Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)



Courbes	2013	2014	2015	2016
ATR4 couvert	2 523 249	2 596 037	2 654 985	2 651 935
Retraitement total	-73 924	-75 172	-76 220	-77 020
Dépenses de communication	-13 924	-14 728	-15 528	-16 310

<i>Aides commerciales</i>	-60 000	-60 444	-60 692	-60 710
ATRD4 couvert retraité	2 449 325	2 520 864	2 578 765	2 574 915

Courbes	2013	2014	2015	2016
ATRD4 réalisé	2 278 616	2 326 330	2 426 727	2 431 089
<i>Retraitement total</i>	-82 851	-76 958	-78 823	-93 112
<i>Périmètre non péréqué</i>	-12 675	-12 987	-35 384	-52 195
<i>Aides commerciales</i>	-62 592	-55 937	-38 192	-29 293
<i>Dépenses de communication</i>	-7 584	-8 034	-5 247	-11 623
ATRD4 réalisé retraité	2 195 764	2 249 372	2 347 904	2 337 977

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	2 989 303	3 108 601	3 153 455	3 336 519
<i>Retraitement total</i>	-128 784	-133 133	-134 852	-141 219
<i>Périmètre non péréqué</i>	-87 538	-91 011	-92 327	-97 742
<i>Impayés acheminements</i>	26 868	26 944	27 542	27 734
<i>Dépenses de communication</i>	-9 159	-9 287	-9 383	-9 491
<i>Aides commerciales</i>	-58 955	-59 780	-60 685	-61 720
Demande ATRD5 retraitée	2 860 520	2 975 468	3 018 602	3 195 301

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	2 989 303	3 108 601	3 153 455	3 336 519
<i>Retraitements</i>	-128 784	-133 133	-134 852	-141 219
<i>Ajustements</i>	-290 619	-391 143	-376 299	-506 383
Demande ATRD5 ajustée	2 569 900	2 584 325	2 642 304	2 688 917

En tenant compte des ajustements, la trajectoire de charges à couvrir augmente de **+232 k€ (+9,9 %)** entre 2016 et 2018 (différence entre les courbes ATRD4 réalisée retraitée et ATRD5 ajustée). Cette hausse est portée notamment par les postes suivants :

➤ +96,8 k€ de consommations externes dont :

- +30 k€ sur les postes de charges de préacheminement et achats pertes réseau (l'année 2016 était très douce et la projection a été construite sur une moyenne 2014-2016) ;
- +50 k€ d'impayés car ces montants relatifs aux tarifs d'acheminement n'étaient pas intégrés en 2016. Ce montant de 55,5 k€ a été calculé selon 0,9% du revenu autorisé prévisionnel (méthode uniformisée pour toutes les ELD) ;
- +12 k€ de prestations externes correspondant à une prestation de sécurisation des réseaux informatiques de l'ELD ;
- +4,8 k€ d'augmentation naturelle du poste d'Assurances.

➤ +113 k€ de charges de personnel :

- [Confidentiel] rémunérations brutes et charges sociales liées à la hausse naturelle [Confidentiel] et aux recrutements CDD et loi NOTRe [Confidentiel] ;
- [Confidentiel] relatifs au poste « autres charges sociales » [Confidentiel]

➤ +13 k€ d'augmentation des recettes extra-tarifaires.

2. Contexte et objectif de l'audit

2.1 Contexte

L'article L.452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodologies utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des consommateurs résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 26 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 25 autres GRD se partageant les 4 % restants. Parmi ces 25 GRD, les neuf plus importants ont chacun un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD4 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2013, en application de la décision de la CRE du 25 avril 2013 et le 1^{er} juillet 2014 pour Sorégies en application de la décision de la CRE du 22 mai 2014.

La CRE travaille actuellement à l'élaboration des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD5 ») de ces neuf ELD avec l'objectif d'une entrée en vigueur en 2018 :

- Régaz-Bordeaux ;
- Réseau GDS ;
- GEG ;
- Vialis ;
- Gedia ;
- Caléo ;
- Gaz de Barr ;
- Veolia Eau ;
- Sorégies.

Les tarifs seront établis sur la base des charges prévisionnelles des opérateurs pour la prochaine période tarifaire, en distinguant pour chaque ELD :

- Les charges d'exploitation ;
- Et les charges de capital.

Il est donc essentiel pour la CRE de connaître la structure de coûts de ces ELD pour être en mesure de porter un jugement sur le niveau et l'efficacité de ces coûts. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace ».

Dans ce contexte, la CRE a décidé de confier au cabinet PMP l'audit des charges d'exploitation des 9 ELD citées ci-avant. Le présent rapport porte sur l'audit de la société Gaz de Barr.

2.2 Objectifs de l'audit

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une compréhension complète des charges et produits d'exploitation actuels de ces neuf ELD constatés au cours des exercices comptables 2013 à 2015, et 2016 si disponible, et des charges et produits d'exploitation prévisionnels (période 2016-2021) présentés par ces opérateurs pour la période tarifaire à venir.

Pour ce faire, cet audit se base d'une part sur une analyse détaillée des charges nettes d'exploitation des ELD réalisées pour la période 2013-2015 (2016 si disponible), des charges nettes d'exploitation prévisionnelles pour la période 2016-2021 communiquées lors de la demande tarifaire initiale des ELD en décembre 2016, d'autre part sur des éléments de benchmark entre ELD et avec GRDF.

L'audit a donc pour objectifs de fournir à la CRE :

- Une description précise de la nature des charges et produits d'exploitation supportés par chaque ELD sur la période 2013-2021 et des hypothèses sous-jacentes à leur évolution ;
- Une appréciation sur les évolutions proposées par chaque ELD sur les exercices 2018-2021 dans le cadre des travaux tarifaires, en s'appuyant notamment sur l'analyse du niveau des charges constatées sur les exercices 2013, 2014, 2015 et 2016 si disponible.

Si la demande de l'ELD ne repose pas sur un niveau de coût correspondant à ceux d'un opérateur de réseau efficace, une proposition d'ajustement de cette demande.

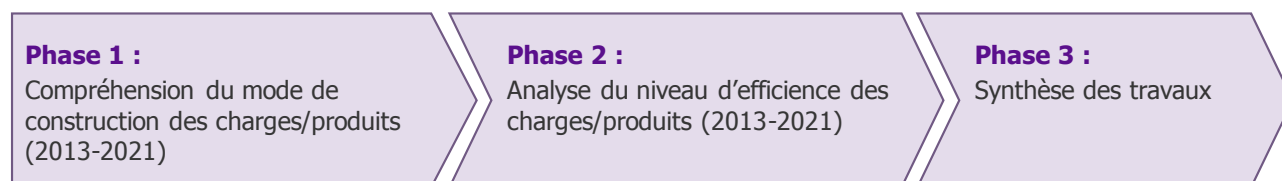
Pour des raisons de secret commercial et industriel, certaines parties de ce rapport ont été rendues confidentielles.

Convention de présentation des données dans ce rapport :

- Signes des charges tarifaires : (+) ;
- Signe des produits tarifaires : (-) ;
- Ecart = Réalisé – BP ATRD4 ;
- Les années pour lesquelles les charges réelles sont disponibles sont indiquées par la lettre R ;
- Les années pour lesquelles les charges sont prévisionnelles sont indiquées par la lettre P.

3. Déroulement de l'audit

L'audit a été organisé en 3 phases :



Au cours de la phase 1, nous avons visé, pour chaque ELD à :

- Nous assurer du rapprochement entre les données comptables certifiées et les données réelles présentées dans les demandes tarifaires ;
- Expliciter les principales variations de charges sur la période ATRD4 ;
- Expliciter les principaux écarts entre les charges réelles et avec la prévision ATRD4 ;
- Comprendre les modes de construction des charges réelles et prévisionnelles en détaillant notamment l'ensemble des hypothèses rentrant dans le calcul de la projection de la future période tarifaire 2018-2021 ;
- Analyser les projets globaux ayant un impact sur plusieurs postes de la demande tarifaire ;
- Effectuer des premières analyses de comparaison entre ELD.

Au cours de la phase 2, nous avons poursuivi les analyses d'écarts menées lors de la phase 1 et cherché à approfondir les travaux en comparant les données entre ELD et en utilisant au besoin des benchmarks issus de notre propre expérience.

La phase 3 a cherché à synthétiser les travaux d'audit en :

- Rassemblant des informations recueillies au cours des phases précédentes ;
- Appréciant le niveau des charges prévisionnelles 2018-2021 au travers des méthodes et hypothèses utilisées pour les établir ;
- Recommandant à la CRE, après un temps d'échange avec les ELD, le niveau efficient des charges d'exploitation de chaque ELD ;
- L'ensemble de ces travaux ont été conduit en collaboration avec les ELD et ont notamment donné lieu à des échanges écrits et à des entretiens téléphoniques.

4. Présentation de l'activité de l'ELD

Gaz de Barr possède un réseau dédié à la distribution de gaz naturel qui dessert 60 000 habitants répartis dans 28 communes du Bas-Rhin dont :

- 18 communes avec un tarif péréqué représentant un réseau de 356 km ;
- 10 communes avec un tarif non péréqué représentant un réseau de [Confidentiel]

Gaz de Barr concentre deux activités :

- La fourniture et la distribution de gaz ;
- La fourniture et la distribution d'électricité.

Gaz de Barr est détenu à 51% par la ville de Barr et à 49% par Réseau GDS. Et ses filiales et participations sont :

- Alsen à hauteur de 50% : structure dédiée à la fourniture d'énergie en dehors de la zone de desserte de Gaz de Barr ;
- Hydrocoop à hauteur de 12,5% : structure dédiée à l'achat d'ouvrages hydroélectriques.

Le réseau de Gaz de Barr est connecté au PIDD de Réseau GDS, ce qui engendre une facturation de pré-acheminement.

Chiffres clés exercice 1^{er} octobre 2015- 30 septembre 2016 :

- CA GRD Gaz (zones péréquées et non péréquées) : 5,6 M€ ;
- CA GRD Gaz zones péréquées : à fournir par GAZ de Barr ;
- ETP GRD Gaz : 19,2 ;
- Nombre de PDL en zones péréquées : 11 805 ;
- Nombre de PDL en zones non péréquées : [Confidentiel]
- Consommation brute corrigée du climat en zones péréquées: [Confidentiel]
- Quantité de gaz acheminée sur les zones non péréquées : [Confidentiel].

Selon Gaz de Barr le portefeuille de consommateurs pour l'activité Gaz a augmenté en zone péréquée de 4,5% entre 2013 et 2016. Gaz de Barr prévoit par ailleurs une augmentation de 4,8% entre 2016 et 2021.

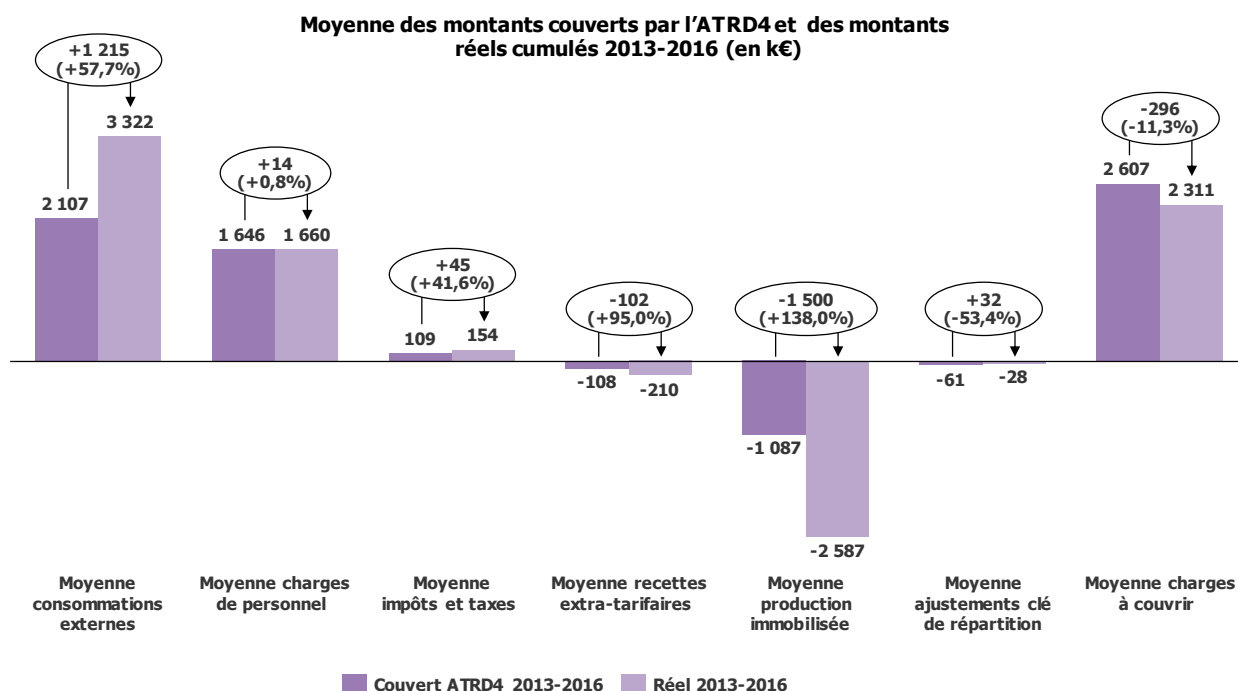
Nombre moyen annuel de PDL	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
T1	833	771	729	698	677	657	637	618	599
T2	10 316	10 587	10 813	10 990	11 122	11 256	11 391	11 527	11 666
T3	141	133	113	113	110	108	106	104	102
T4	[Confidentiel]								
TP									
Total	11 295	11 495	11 659	11 805	11 914	12 025	12 137	12 252	12 370

La consommation corrigée du climat a diminué de 2,1% entre 2013 et 2016 et diminuera de 3,4% entre 2016 et 2021 selon les estimations de Gaz de Barr.

Consommations corrigées du climat (MWh)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
T1	905	1 114	894	957	929	901	874	848	822
T2	244 714	244 435	256 297	248 447	249 938	251 437	252 946	254 464	255 990
T3	134 614	140 228	125 121	128 840	127 552	126 276	125 014	123 764	122 526
T4	[Confidentiel]								
TP									
Total	538 820	525 617	530 582	521 942	522 115	515 312	508 530	508 772	509 035

5. Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2016

Sur la période 2013-2016 (Gaz de Barr a fourni des données 2016 quasi-certifiées) le montant moyen annuel des charges réelles a été inférieur de -296 k€/an soit -11,3% au montant couvert par le tarif ATDR4.



En synthèse cet écart moyen annuel de **-296 k€/an** s'explique par des évolutions de plusieurs sous-postes :

- Des consommations externes qui ont été supérieures au couvert ATRD4 (+1 215 k€/an) en raison principalement de :
 - D'un volume de travaux effectués supérieurs à la prévision entraînant un surcoût moyen annuel de +141,8 k€/an sur le poste achats stockés et +1 194,5 k€/an sur le poste achats de matériel/travaux ;
 - D'un retard sur le plan anti-endommagement prévu entraînant un écart de -35 k€/an avec le couvert ATDR4 ;
 - Les dépenses de pré-acheminement inférieure de -39 k€/an à cause du retard pris sur la construction du tronçon de sécurisation de Sand-Gertwiller (avec le réseau de Réseau GDS) décalant la facturation de ces charges ;
 - De la renégociation en 2013 des conditions d'assurance de responsabilité civile qui ont permis un gain moyen annuel de -22,2 k€/an vs le couvert ATDR4 ;
 - D'une économie moyenne annuelle de -10,2 k€/an sur la gestion du parc de véhicules : Gaz de Barr a effectué moins de locations et a augmenté sa part d'achats directs immobilisés.

- Des charges de personnel supérieures au couvert ATDR4 de +14 k€/an en raison de :
 - Rémunérations brutes qui sont inférieures de -12 k€/an à la demande ATDR4 car il y a eu, d'après Gaz de Barr, notamment plus de prestations d'intérim que prévu (cela a évolué en 2016 avec des recrutements en CDD) ;
 - Les charges sociales sont inférieures de -25,9 k€/an liées à l'évolution des rémunérations brutes et à l'arrêt des cotisations CNIEG [Confidentiel] pour la couverture des « événements de la vie » (mariages, naissance, ...) ;
 - Un surcoût des « autres charges sociales » de +53,6 k€/an associés notamment d'après Gaz de Barr à la hausse des avantages en nature (calcul des montants mis à jour après changement d'outil comptable en 2013).
- Des impôts et taxes qui augmentent de +45 k€/an notamment sur les postes de taxe professionnelle (+17 k€/an ; hausse des taux et assiette d'après Gaz de Barr) et de taxes sur les salaires (+20,9 k€/an ; augmentation des budgets de formation dans le cadre du plan triennal de formation 2013-2015) ;
- Les recettes extra-tarifaires dépassant le couvert ATDR4 de +102 k€/an en raison de plusieurs refacturations ou subventions non prévues dans la demande, des locations de compteurs et postes (+37,3 k€/an) et des prestations catalogue (+14,4 k€/an) dont le dépassement est expliqué, selon Gaz de Barr, par le changement d'outil de facturation en 2013 ;
- Les charges de production immobilisée qui ont dépassé le couvert ATDR4 de +1 500 k€/an en lien avec les volumes de travaux supérieurs à la demande tarifaire (notamment sur les postes d'achats de matériel/travaux) ;
- +32 k€/an d'écarts associés à la dissociation des zones non péréquées

5.1 Hypothèses d'indexation

Le tableau ci-dessous précise les hypothèses d'indexation retenues dans la demande tarifaire ATDR4 et les données réelles IPC à mettre en regard :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Inflation pour calcul ATRD4		1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%
Inflation réelle (source INSEE)	1,87%	0,74%	0,41%	0,03%	0,19%	
<i>cumul IPC hypothèse ATRD4</i>		<i>1,0190</i>	<i>1,0384</i>	<i>1,0581</i>	<i>1,0782</i>	
<i>cumul IPC réel</i>		<i>1,0074</i>	<i>1,0115</i>	<i>1,0118</i>	<i>1,0138</i>	

5.2 Principaux écarts du poste Consommations externes

Sur la partie consommations externes, l'écart entre les charges réelles moyennes annuelles (toutes zones d'activités) et le montant couvert ATRD4 (toutes zones d'activités) sur la période 2013-2016 est de **+202 k€ (+9,6%)**.

Les principaux écarts sont les suivants (en k€) :

	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart annuel moyen 2013-2016
I - Consommations externes													
Fournitures non stockables (achats d'énergie)	13,6	11,6	-2,0	13,9	23,0	9,1	14,1	17,9	3,9	14,2	23,1	8,9	5,0
Achats stockés	138,7	359,4	220,7	142,5	262,8	120,3	146,0	291,7	145,7	148,9	229,4	80,5	141,8
Achats de matériel, équipement et travaux	810,3	1 913,1	1 102,9	832,6	2 377,3	1 544,7	852,7	1 935,9	1 083,2	870,0	1 917,4	1 047,4	1 194,5
Achats matières et fournitures non stockées	66,7	47,9	-18,8	68,5	40,4	-28,1	70,2	139,5	69,4	71,6	53,1	-18,5	1,0
Loyers, crédit-bail et charges locatives	22,2	20,1	-2,1	22,4	11,2	-11,1	22,9	8,9	-14,0	22,9	9,4	-13,5	-10,2
Redevances (613220 et 651xxx)													
dont occupation des sols													
dont redevance de desserte													
dont redevances de droit de contrôle													
dont autres redevances													
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	195,3	92,3	-103,0	202,2	111,6	-90,6	203,8	110,7	-93,1	209,4	115,6	-93,8	-95,1
dont informatique	29,3	37,2	7,9	30,1	45,1	15,1	30,2	29,0	-1,2	30,8	29,7	-1,2	5,2
dont sécurité des installations intérieures	15,8	-	-15,8	15,9	-	-15,9	16,0	-	-16,0	16,3	-	-16,3	-16,0
Assurances (616xxx)	77,0	56,3	-20,7	78,3	62,5	-15,9	79,5	55,9	-23,6	81,1	52,3	-28,8	-22,2
Frais de recherche													
Prestations externes													
Dépenses de Communication	13,9	15,1	1,2	14,7	16,0	1,2	15,5	19,5	4,0	16,3	18,4	2,1	2,1
Aides commerciales	60,0	63,0	3,0	60,4	56,3	-4,2	60,7	38,8	-21,9	60,7	30,0	-30,7	-13,5
Cessions internes reçues	431,4	429,6	-1,8	434,6	403,6	-31,0	550,9	464,8	-86,1	551,1	492,6	-58,5	-44,3
Autres charges	114,1	115,0	0,9	116,4	111,8	-4,6	119,6	136,8	17,2	120,1	130,5	10,3	5,9
Total consommations externes	1 991,4	3 215,2	1 223,8	2 035,6	3 579,1	1 543,6	2 185,4	3 341,2	1 155,9	2 216,4	3 153,9	937,5	1 215,2

5.2.1 Achat stockés, achats de matériels et travaux

L'écart moyen annuel sur la période 2013-2016 pour les postes d'achats stockés et achats de matériel et travaux est de +345 k€/an (+35%) des données réelles (toutes zones d'activités) par rapport aux montants couverts ATDR4 (toutes zones d'activités) :

(en k€)	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			Moyenne
	Couvert ATDR4	Réalisé	Ecart	Couvert ATDR4	Réalisé	Ecart	Couvert ATDR4	Réalisé	Ecart	Couvert ATDR4	Réalisé (version 08 03 2017)	Ecart	
Achats stockés	138,7	359,4	220,7	142,5	262,8	120,3	146,0	291,7	145,7	148,9	229,4	80,5	141,8
Achats de matériel, équipement et travaux	810,3	1 913,1	1 102,9	832,6	2 377,3	1 544,7	852,7	1 935,9	1 083,2	870,0	1 917,4	1 047,4	1 194,5
Total	948,9	2 272,5	1 323,6	975,1	2 640,0	1 665,0	998,7	2 227,6	1 228,9	1 018,9	2 146,8	1 127,9	1 336,3

Les montants des charges réelles sont supérieurs à la prévision sur ces postes car, d'après Gaz de Barr, plus de travaux ont été effectués que prévus (notamment travaux de sécurisation MPC de la zone de Sand-Gertwiller).

5.2.2 Loyers, crédit bail et charge locative

L'écart moyen annuel sur ce poste sur la période 2013-2016 est de -42 k€ (-46%) entre les données réelles (toutes zones d'activités) et les montants couverts ATDR4 (toutes zones d'activités) (en k€) :

Montant en k€	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			Moyenne
	Couvert ATDR4	Réalisé	Ecart	Couvert ATDR4	Réalisé	Ecart	Couvert ATDR4	Réalisé	Ecart	Couvert ATDR4	Réalisé (version 08 03 2017)	Ecart	Ecart annuel moyen 2013-2016
Loyers, crédit bail et charges locatives	22,2	20,1	-2,1	22,4	11,2	-11,1	22,9	8,9	-14,0	22,9	9,4	-13,5	-10,2
Total	22,2	20,1	-2,1	22,4	11,2	-11,1	22,9	8,9	-14,0	22,9	9,4	-13,5	-10,2

Gaz de Barr explique l'écart entre le couvert ATDR4 et les charges réelles par le changement de sa politique de gestion du parc véhicules début 2014. Avant 2014, le parc véhicule était géré sous forme de crédit-bail, puis il est passé en achats directs immobilisés. Depuis 2015, le parc véhicules ne contient plus aucun crédit-bail.

5.2.3 Services extérieurs, entretien et maintenance

L'écart moyen annuel sur ce poste sur la période 2013-2016 est de -97,5 k€ (-48%) entre les données réelles (toutes zones d'activités) et les montants couverts ATDR4 (toutes zones d'activités) (en k€) :

	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé (version 08 03 2017)	Ecart	Ecart annuel moyen 2013-2016
Services extérieurs entretien et maintenance	195,3	92,3	-103,0	202,2	111,6	-90,6	203,8	110,7	-93,1	209,4	115,6	-93,8	-95,1
dont informatique	29,3	37,2	7,9	30,1	45,1	15,1	30,2	29,0	-1,2	30,8	29,7	-1,2	5,2
dont sécurité des installations intérieures	15,8	-	-15,8	15,9	-	-15,9	16,0	-	-16,0	16,3	-	-16,3	-16,0
Total	195,3	92,3	-103,0	202,2	111,6	-90,6	203,8	110,7	-93,1	209,4	115,6	-93,8	-95,1

Cet écart s'explique notamment par le fait que les travaux associés au plan anti-endommagement (cartographie du réseau et son géoréférencement) ont été engagés avec du retard : sur les 90k€ intégrés à la demande ATDR4, seuls 24,5 k€/an en moyenne ont été dépensés sur ce poste soit -73k€/an d'écart. Gaz de Barr n'a pas expliqué l'écart restant de -24k€/an.

5.2.4 Assurances

L'écart moyen annuel sur ce poste sur la période 2013-2016 est de -23,5 k€ (-30%) entre les données réelles (toutes zones d'activités) par rapport aux montants couverts ATDR4 (toutes zones d'activités) (en k€) :

	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé (version 08 03 2017)	Ecart	Ecart annuel moyen 2013-2016
Assurances	77,0	56,3	-20,7	78,3	62,5	-15,9	79,5	55,9	-23,6	81,1	52,3	-28,8	-22,2
Total	77,0	56,3	-20,7	78,3	62,5	-15,9	79,5	55,9	-23,6	81,1	52,3	-28,8	-22,2

Il est lié à une renégociation des conditions d'assurance responsabilité civile en 2013 qui a permis d'obtenir un montant moyen de primes versées de 56 k€/an contre 77 k€ prévus dans la demande ATRD4.

5.2.5 Prestations externes

L'écart moyen annuel sur ce poste sur la période 2013-2016 est de +40,5 k€ (+281%) entre les données réelles (toutes zones d'activités) et les montants couverts ATDR4 (toutes zones d'activités) (en k€) : [Confidentiel]

Cet écart s'explique notamment par un dépassement moyen annuel de 29 k€/an lié au plan anti-endommagement. En effet, Gaz de Barr a employé du personnel intérimaire [Confidentiel] sur la période 2013-2016 pour mettre à niveau sa cartographie ce qui n'était pas prévu sur ce poste dans le couvert ATRD4 (rappel : un budget global de 90k€ avait prévu pour le plan anti-endommagement au poste « services extérieur, entretien et maintenance »). [Confidentiel]

5.2.6 Cessions internes reçues

L'écart moyen annuel sur ce poste sur la période 2013-2016 est de -54,3 k€ (-11 %) entre les données réelles (toutes zones d'activités) et les montants couverts ATDR4 (toutes zones d'activités) (en k€):

	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart annuel moyen 2013-2016
Cessions internes reçues	431,4	429,6	-1,8	434,6	403,6	-31,0	550,9	464,8	-86,1	551,1	492,6	-58,5	-44,3
Total	431,4	429,6	-1,8	434,6	403,6	-31,0	550,9	464,8	-86,1	551,1	492,6	-58,5	-44,3

L'écart avec la prévision ATRD4 s'explique notamment par :

- Les dépenses de pré-acheminement (facturées par Réseau GDS) : écart moyen annuel de -39k€/an dû au retard d'un an de la mise en service d'un nouveau tronçon de sécurisation du réseau construit à Sand - Gertwiller
- Les achats de pertes réseau (-5 k€/an) : Gaz de Barr a bénéficié de la baisse des prix du gaz sur la période 2013-2016 par rapport au couvert ATRD4,

5.3 Analyse des postes de charge du personnel

Les charges de personnel sont inférieures en moyenne annuelle par rapport aux montants couverts ATRD4 de -143,8 k€ (-8,7%) sur la période 2013-2016 [Confidentiel].

5.3.1 Rémunérations brutes et charges sociales

Les rémunérations brutes réelles sont en moyenne annuelle inférieures à la prévision ATRD4 de -103,2 k€. Cet écart est toutefois la somme d'une sous-évaluation des charges de -130,5 k€ sur la période 2013-2015 puis un écart de -20,8 k€ en 2016. [Confidentiel] Gaz de Barr n'a pas précisé l'écart entre les effectifs réel prévisionnel.

Les charges sociales sont inférieures aux prévisions pour deux raisons principales :

- L'évolution des rémunérations qui est inférieure en moyenne annuelle par rapport au couvert ATRD4 ce qui entraîne un écart de -54,8 k€/an ;
- La baisse des charges sociales [Confidentiel].

5.3.2 Autres charges sociales

Les autres charges sociales sont supérieures au couvert ATRD4 en moyenne annuelle de +41 k€/an. PMP observe que le CICE n'était pas intégré dans la demande ATRD4 mais qu'il est présent dans les charges réelles. Hors impact CICE, l'écart moyen annuel est de +59 k€/an. Il s'explique essentiellement par la forte hausse des charges d'avantages en natures [Confidentiel] dont le calcul a été affiné, d'après Gaz de Barr, avec la mise en place du nouvel outil de facturation en 2013 permettant d'évaluer précisément la différence entre le tarif réglementé et la part supportée par chaque agent.

5.4 Analyse des impôts et taxes

Les charges d'impôts et taxes, en moyenne annuelle 2013-2016 sont supérieures aux charges couvertes ATRD4 à hauteur de +45,2 k€/an soit +41,6% du couvert ATRD4.

	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé (version 08 03 2017)	Ecart	Ecart annuel moyen 2013-2016
Taxe foncière	7,7	8,4	0,7	7,8	9,0	1,2	8,0	9,4	1,4	8,0	9,5	1,6	1,2
Taxe professionnelle	73,0	81,5	8,5	73,5	89,7	16,2	75,3	92,7	17,4	75,3	101,3	26,0	17,0
Taxes assises sur les salaires	7,3	23,2	15,9	7,3	25,5	18,2	7,6	44,5	36,9	7,6	20,0	12,4	20,9
Versement transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	18,3	27,9	9,6	19,0	22,2	3,2	19,6	24,5	4,9	20,2	26,9	6,7	6,1
Total taxes et impôts	106,2	141,0	34,8	107,5	146,3	38,7	110,4	171,0	60,6	111,0	157,7	46,7	45,2

5.4.1 Taxe professionnelle

L'écart entre les charges réelles et celles de la demande ATRD4 : +17 k€/an en moyenne annuelle, soit +20,2%. Gaz de Barr le justifie par une hausse des taux appliqués et du chiffre d'affaires.

5.4.2 Taxe assise sur les salaires

L'écart moyen annuel entre les charges réelles et celles de la demande ATRD4 est de +20,9 k€/an soit +319,5%. Gaz de Barr n'a justifié ce dépassement qu'en indiquant qu'un plan de formation avait été mis en place lors de la période 2013-2015 sans avoir été prévu lors de la demande ATRD4.

5.5 Analyse des recettes extratarifaires

Les recettes extratarifaires moyennes annuelles sur la période 2013-2016 dépassent de 75,1 k€ /an (soit +70%) les recettes couvertes ATRD4. [Confidentiel]

5.5.1 Transfert de charges

D'après Gaz de Barr, la hausse de 24,4 k€/an par rapport à l'ATDR4 est due à plusieurs facteurs :

- Les transferts de charge contiennent les subventions versées pour les emplois d'avenir et les contrats de génération pour [Confidentiel];
- L'externalisation des IFC (charges de retraites) en facturant à un organisme extérieur le montant à verser aux agents (contre paiement d'une cotisation annuelle) : [Confidentiel] ;
- Le transfert de congés avec d'autres entités (ces congés leur étant facturés) : [Confidentiel]

5.5.2 Autres

Le poste « Autres » a aussi connu une augmentation plus forte que prévue de [Confidentiel]. Cette hausse est due à la location de compteurs et de postes [Confidentiel] ainsi que par la hausse des prestations catalogue [Confidentiel]. Gaz de Barr explique ces hausses par la mise en place du nouvel outil de facturation en 2013.

5.6 Analyse des charges de production immobilisée sur la période 2013-2016

La production immobilisée en moyenne annuelle sur la période 2013-2016 a dépassé de 418,1 k€/an la production immobilisée couverte ATRD4, soit +38,5%.

	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé (version 08 03 2017)	Ecart	Ecart annuel moyen 2013-2016
Production immobilisée	1053,0	2517,8	1464,9	1077,9	2882,3	1804,4	1099,9	2542,7	1442,8	1118,3	2406,8	1288,6	1 500,2
<i>dont charges directes</i>	945,0	2321,9	1376,9	967,3	2692,0	1724,7	987,0	2359,8	1372,7	1003,5	2212,5	1209,0	1 420,8
<i>dont charges indirectes</i>	108,0	195,9	87,9	110,6	190,4	79,8	112,9	182,9	70,1	114,8	194,4	79,6	79,3
Total Production immobilisée	1053,0	2517,8	1464,9	1077,9	2882,3	1804,4	1099,9	2542,7	1442,8	1118,3	2406,8	1288,6	1 500,2

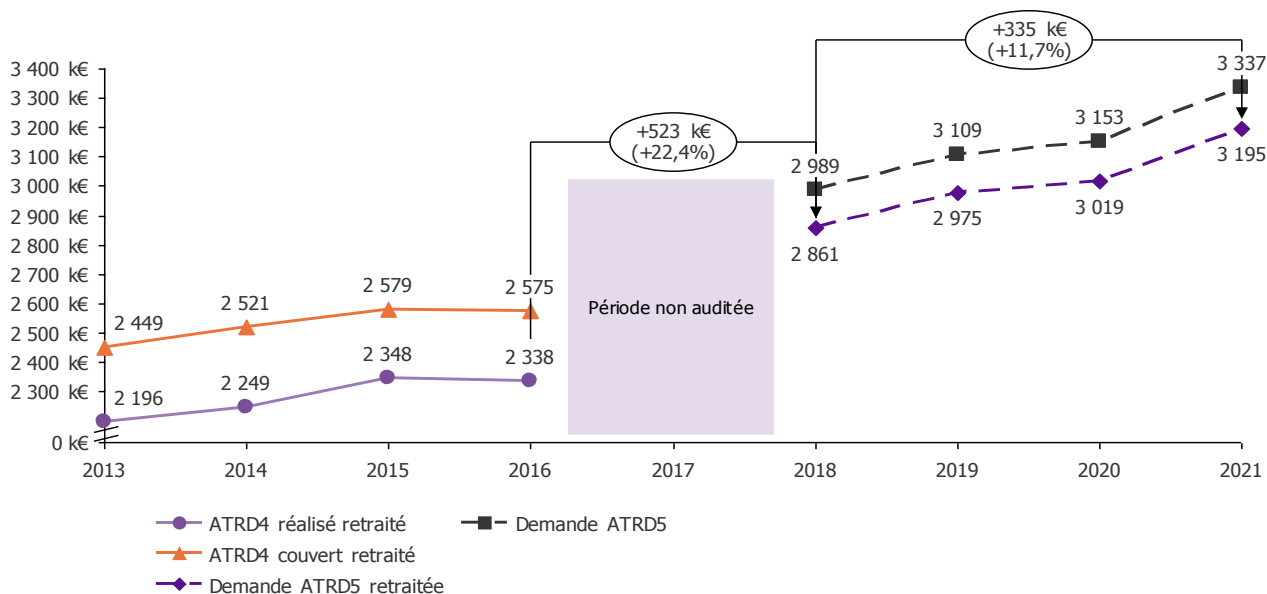
Cette augmentation de la production immobilisée, plus forte que prévu est portée par les achats stockés et les achats matériels et travaux. Cet écart provient notamment du plus fort volume de travaux effectué sur les zones péréquées par rapport à la prévision ATRD4.

6. Analyse de la demande tarifaire ATDR5

6.1 Synthèse de l'évolution des charges à couvrir

Au total, l'augmentation demandée des charges à couvrir entre 2016 et 2018 est de **523 K€** soit **+22,4%**.

Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATDR5 2013-2021 (en k€)



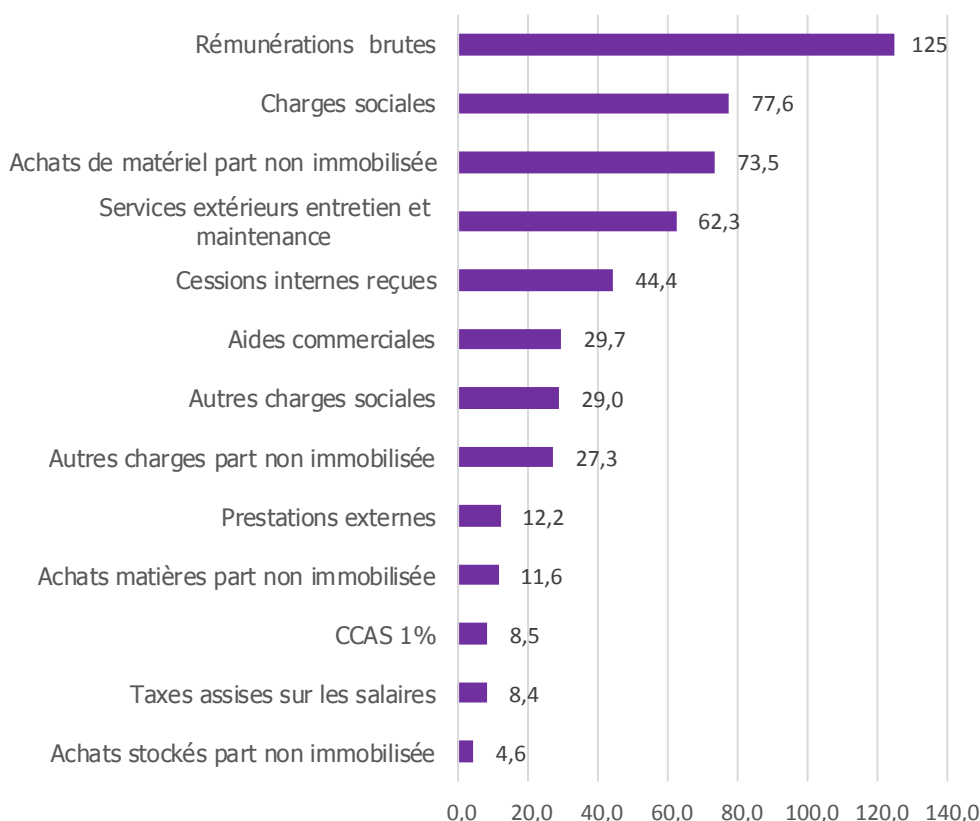
Courbes	2013	2014	2015	2016
ATDR4 couvert	2 523 249	2 596 037	2 654 985	2 651 935
Retraitement total	-73 924	-75 172	-76 220	-77 020
Dépenses de communication	-13 924	-14 728	-15 528	-16 310
Aides commerciales	-60 000	-60 444	-60 692	-60 710
ATDR4 couvert retraité	2 449 325	2 520 864	2 578 765	2 574 915

Courbes	2013	2014	2015	2016
ATDR4 réalisé	2 278 616	2 326 330	2 426 727	2 431 089
Retraitement total	-82 851	-76 958	-78 823	-93 112
Périmètre non péréqué	-12 675	-12 987	-35 384	-52 195
Aides commerciales	-62 592	-55 937	-38 192	-29 293
Dépenses de communication*	-7 584	-8 034	-5 247	-11 623
ATDR4 réalisé retraité	2 195 764	2 249 372	2 347 904	2 337 977

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATDR5	2 989 303	3 108 601	3 153 455	3 336 519
Retraitement total	-128 784	-133 133	-134 852	-141 219
Périmètre non péréqué	-87 538	-91 011	-92 327	-97 742
Impayés acheminements	26 868	26 944	27 542	27 734
Dépenses de communication	-9 159	-9 287	-9 383	-9 491
Aides commerciales	-58 955	-59 780	-60 685	-61 720
Demande ATDR5 retraitée	2 860 520	2 975 468	3 018 602	3 195 301

*Le montant retraité des dépenses de communication exclut les annonces et insertions qui ne sont pas considérées comme des dépenses de développement

**Principaux postes contribuant à la hausse
de la demande tarifaire entre 2016 et 2018 (k€)**



Cette hausse de **+523 k€** entre 2016 et 2018 s'explique par :

- +291 k€ de consommations externes (hors charges immobilisées) dont les principaux postes de hausse sont :
 - Les achats de matériel (+87,8 k€) dont +50k€ sont dus à des travaux de désamiantage lancés sur les chantiers à partir de 2018 ;
 - Les services extérieurs, entretien et maintenance en hausse de +62,3 k€ en raison de besoins nouveaux associés :
 - A partir de 2018 aux lois NOTRe et LTECV : travaux d'évolution des outils SI pour 31 k€/an [Confidentiel] ;
 - A partir de 2017 à la mise à jour de son SIG (Système d'Informations Géographique) pour 29,1 k€/an [Confidentiel] en complément des travaux du plan anti-endommagement.
 - Le poste d'achats pertes réseau qui croît de +26,5 k€ en raison d'une charge faible en 2016 (climat doux) (la projection 2017-2021 est établie sur une moyenne des années 2012-2014) ;
 - Les coûts de préacheminement (facturés par Réseau GDS) qui augmentent de +17,6 k€ en raison de la fin de la mise en service progressive en 2018 du nouveau tronçon de la zone de Sand-Gertwiller ;
 - Les aides commerciales qui augmentent de +29,7 k€. Cette hausse est expliquée par Gaz de Barr par la variabilité desancements de programmes immobiliers ;

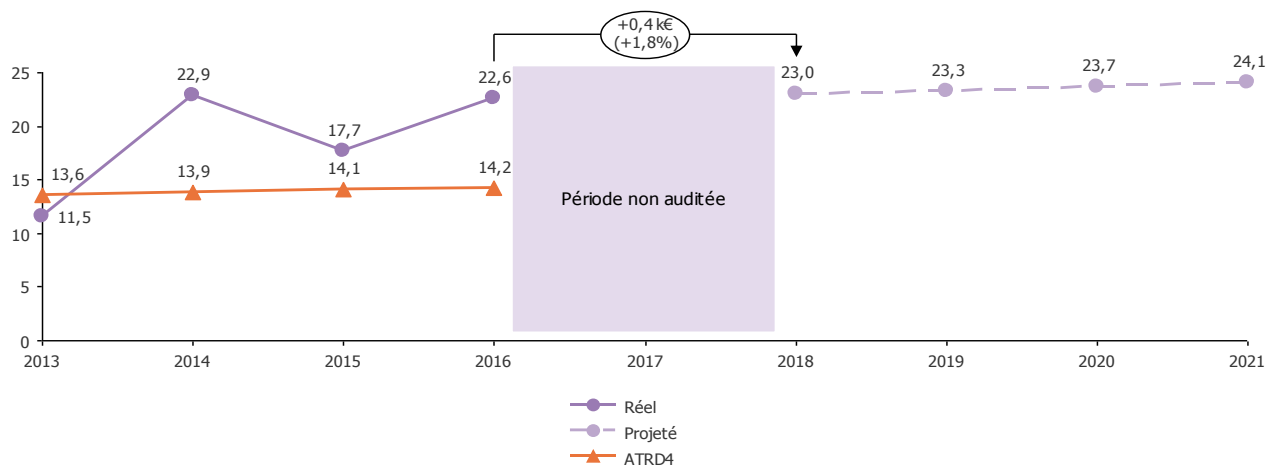
- Divers postes en hausse : prestations externes (+12,2 k€), achats matières (+11,6 k€), achats stockés (+9 k€).
- Des charges de personnel (hors production immobilisée) en hausse de +238,6 k€ réparties entre +202,4 k€ de rémunérations brutes et charges sociales et +36,2 k€ de CCAS et autres charges sociales. Une hausse des effectifs de 2 ETP est prévue entre 2016 et 2018 (1 ETP pour couvrir les besoins des lois NOTRe et LTECV et 1 ETP en CDD pour faire évoluer le SIG) ;
- Les impôts et taxes qui augmentent de +10 k€ en raison notamment de la hausse de la taxe sur salaires (+8 k€) en lien avec un plan de formation triennal ;
- Les recettes extra-tarifaires sont stables (+2 k€).

6.2 Zoom sur les consommations externes

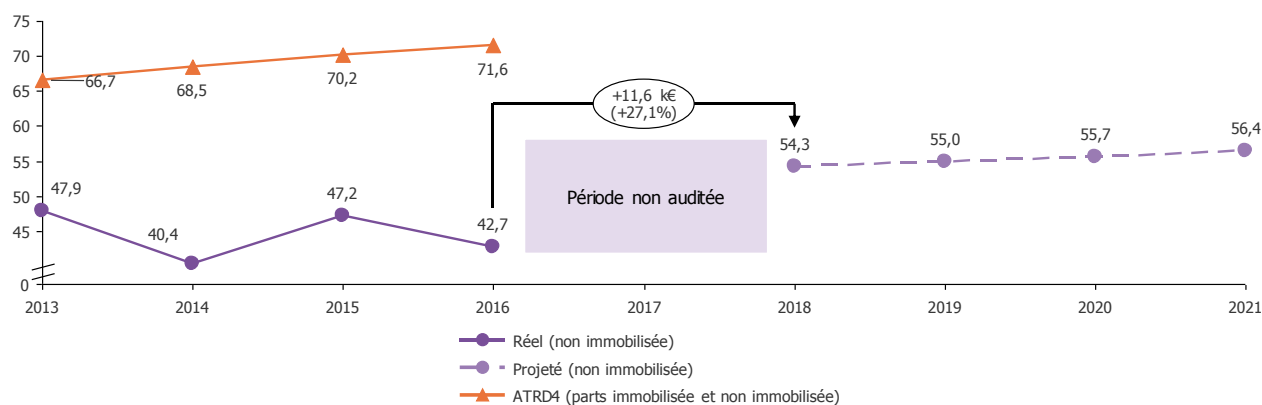
6.2.1 Zoom sur les fournitures non stockables et les achats matières et fournitures non stockées

Les postes de fournitures non stockables et d'achats de matières et fournitures non stockées (part non immobilisée) **évoluent respectivement de +0,4 k€ et 11,6 k€ entre 2016 et 2018**

Evolution des dépenses de fournitures non stockables en k€ 2013 - 2021



Evolution des dépenses de achats matières et fournitures non stockées (part non immobilisée) en k€ 2013 - 2021



Nous observons une évolution significative des montants de ces postes entre la période réelle 2013-2016 et la période prévisionnelle 2018-2021 :

- Poste fourniture non stockable : +27 % ;
- Poste achats matières et fournitures non stockées (non immobilisée) : +24 %.

Nous proposons d'ajuster ces deux postes en établissant la projection 2018-2021 à partir de la moyenne 2013-2016+IPC.

Proposition d'ajustement initiale : PMP propose d'ajuster à la baisse le montant de charges de fournitures non stockables et achats matières et fournitures non stockées (part non immobilisée) en s'appuyant sur la moyenne 2013-2016+IPC soit un impact moyen annuel de **-4,2 k€/an et -8,7 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD :

Gaz de Barr s'oppose à l'ajustement de PMP pour le poste de fournitures non stockables, qui passe à -4,0 k€/an après la correction sur les valeurs réelles des zones péréquées. Selon l'ELD, le poste est en hausse quasi-constante en raison de la fiscalité appliquée au gaz et à l'électricité (CSPE et TICGN).

Proposition d'ajustement finale :

PMP accepte de mettre à jour les données prévisionnelles avec les valeurs revues sur la période 2013-2016.

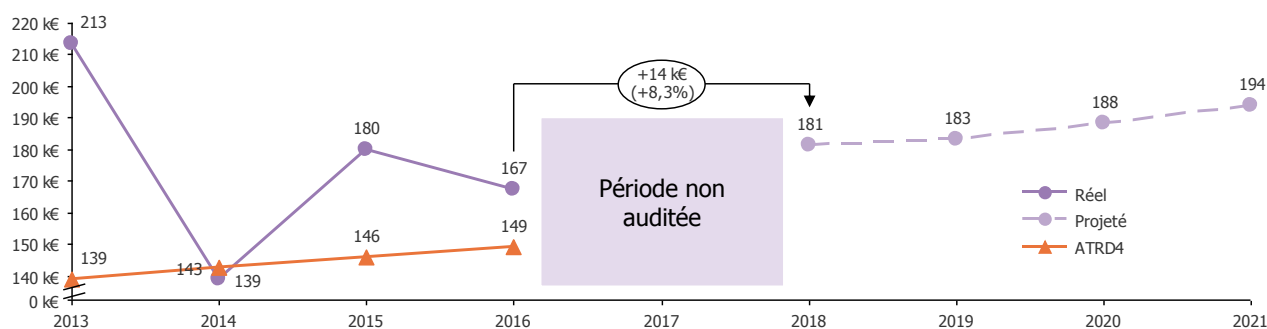
Concernant le poste de « fournitures non stockables », PMP observe que la hausse des charges a lieu essentiellement entre 2013 et 2014. Pour tenir compte de cette hausse liée à la fiscalité, PMP revoit sa méthode de calcul en partant de la moyenne des années 2014 à 2016 soit un ajustement final de -1,5 k€/an sur la période 2018-2021.

Concernant le poste de fournitures non stockées (part non immobilisée), la mise à jour des données réelles conduit à un ajustement final de **-7,9 k€/an sur la période 2018-2021**.

6.2.2 Zoom sur les achats stockés

Le poste des achats stockés évolue à la baisse sur la période 2016-2021 de 13,9 k€ (+8,3%) entre 2016 et 2018.

Evolution des achats stockés en K€ 2013 - 2021



Les achats stockés ont deux composantes, immobilisée et non immobilisée qui évoluent de la manière suivante :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Total Achats stockés (zones péréquées)	213,3	138,8	179,9	167,3	191,8	181,2	183,1	188,2	194,1	186,7
Dont production immobilisée	[Confidentiel]									
Dont hors production immobilisée										
Evol N/N-1 part hors production immobilisée										

La hausse de la part non immobilisée n'a pas été justifiée par Gaz de Barr. Pour la corriger, PMP propose de construire la projection 2017-2021 en s'appuyant sur la moyenne des montants des années 2013, 2014 et 2016 (2015 semblant être exceptionnelle) :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Achats stockés hors production immobilisée (ajustée)	[Confidentiel]									
Rappel : Achats stockés hors production immobilisée										
Ajustement					-6,6	-12,1	-16,3	-18,9	-21,9	-17,3

Proposition d'ajustement initiale : PMP propose d'ajuster à la baisse le montant de charges d'achats stockés en corrigeant la méthode de projection de la part non immobilisée de cette charge. En s'appuyant sur la moyenne des charges 2013, 2014 et 2016 et en y appliquant l'IPC, l'impact moyen annuel sur la période 2018-2021 est de **-17,3 k€/an**.

Réponse de l'ELD :

Après correction sur l'ATRD4 réalisé péréqué, l'ajustement proposé par PMP est de -7,9 k€/an.

De plus, Gaz de Barr souhaite que l'année 2015 soit intégrée dans le calcul de la moyenne utilisé par PMP. Même si l'année est atypique, cette exclusion n'est pas justifiable.

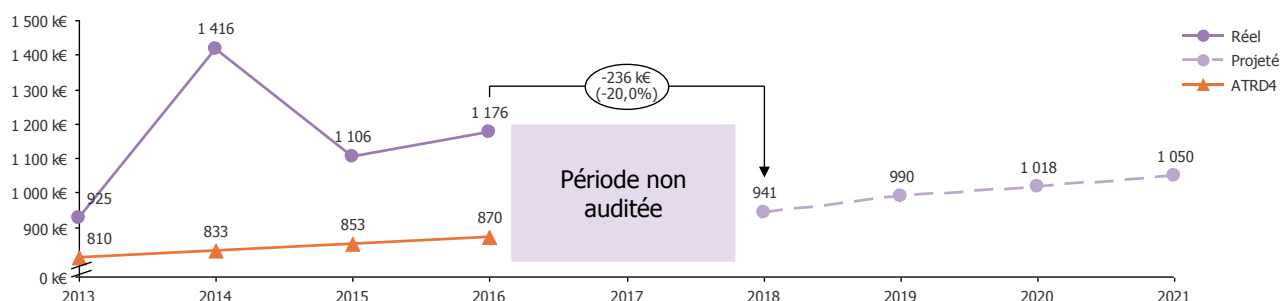
Proposition d'ajustement finale :

PMP accepte de mettre à jour les données prévisionnelles avec les valeurs revues sur la période 2013-2016. En revanche, PMP conserve sa méthode de calcul en excluant l'année 2015 car Gaz de Barr n'a pas apporté d'éléments permettant de justifier qu'il ne s'agit pas d'une charge exceptionnelle. L'ajustement final est de **-7,9 k€/an** en moyenne sur la période 2018-2021.

6.2.3 Zoom sur les achats de matériels, équipements et travaux

Le poste des achats de matériel, équipements et travaux baisse de -236 k€ (-20%) entre 2016 et 2018.

Evolution des achats de matériels en K€ 2013 - 2021



Ce poste a deux composantes, immobilisée et non immobilisée qui évoluent de la manière suivante :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Total Achats de matériel (zones péréquées)	924,7	1 416,2	1 106,1	1 176,2	888,2	940,7	990,4	1 018,2	1 050,2	999,9
Dont production immobilisée	[Confidentiel]									
Dont hors production immobilisée										
Evol N/N-1 part hors production immobilisée		4,3%	6,4%	13,7%	115,7%	43,8%	22,0%	9,6%	10,2%	21,4%

La part de charges immobilisées est issue des données fournies par Gaz de Barr. Pour ce qui concerne la part de charges non immobilisées, il ressort qu'en 2017 cette quote-part augmente de 115% en raison, d'après Gaz de Barr, de l'intégration à partir de cette année-là, d'une charge de 50 k€/an pour des actions de désamiantage des chantiers. De plus cette part de charge non immobilisée croît en moyenne avec un taux non justifié de près de 20%/an. Etant donné que Gaz de Barr a indiqué que le montant de 50 k€/an pour les actions de désamiantage concernait les zones péréquées et non péréquées, nous proposons l'ajustement suivant dont le calcul se décline de la manière suivante :

- **Etape 1 :** calculer le montant de charges de désamiantage toutes zones confondues sur la période 2017-2021 en faisant évoluer le montant de 50 k€/an comme celui des charges de matériel et travaux immobilisées (toutes zones confondues) en y intégrant aussi l'inflation (IPC)

[Confidentiel]

➤ **Etape 2 :** calculer la part de charges des zones péréquées [Confidentiel]

En k€ courants	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
[Confidentiel]						
Charges de désamiantage en zones péréquées (A)	34,3	35,4	36,9	38,0	39,3	37,4

Ces travaux de désamiantage devraient donner lieu à un investissement et donc à un montant en production immobilisée qui compenserait les charges.

➤ **Etape 3 :** calculer les charges non immobilisées et hors désamiantage selon l'IPC à partir du montant 2016 (en raison de la constante hausse de ces charges sur la période 2013-2016) :

En k€ courants	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Charges de matériel et travaux non immobilisées et hors désamiantage (B)	41,8	42,2	42,8	43,4	44,0	44,8	43,7
Ecart vs charges de matériel et travaux non immobilisées	-41,8	-90,1	-86,8	-114,7	-129,2	-146,1	-119,2

Proposition d'ajustement initiale : en cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, notamment pour GRDF, l'ensemble de la charge de désamiantage est ajusté. Cela représente un impact de **-37,3 k€/an** en moyenne sur la période 2018-2021.

PMP propose d'ajuster à la baisse le montant de charges d'achats de matériel, équipements et travaux en corrigeant la méthode de projection de la part non immobilisée de cette charge (hors désamiantage). L'impact moyen annuel est de **-81,8 k€/an** (-119,2+37,3) sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD :

Gaz de Barr valide l'ajustement de PMP, tout en précisant qu'il faut recalculer le montant suite aux corrections apportées au calcul des valeurs de la période 2013-2016.

Proposition d'ajustement finale :

PMP corrige la valeur de l'ajustement suite aux corrections apportées au calcul des valeurs 2013-2016 en zones péréquées, ce qui conduit à un ajustement global de **-94,8 k€/an** sur la période 2018-2021.

6.2.4 Zoom sur les redevances

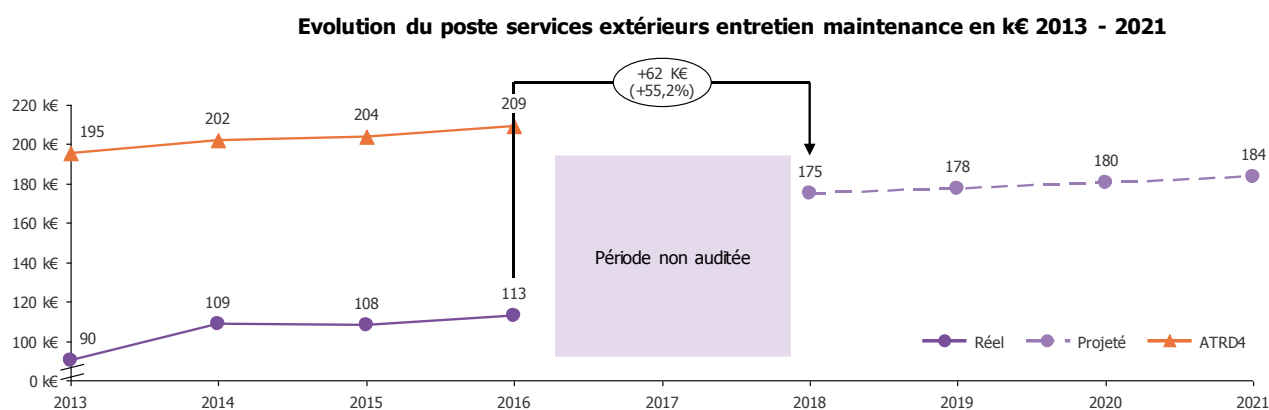
Le poste « redevances » est composé de deux sous-postes :

- Les redevances d'occupations du domaine public (RODP) ;
- Les redevances de desserte issues des contrats de concession.

Ce poste ne nécessite pas d'ajustements car ces redevances n'ont pas fait l'objet de corrections lors de la demande ATDR4.

6.2.5 Zoom sur Services extérieurs, entretien et maintenance

Gaz de Barr prévoit une augmentation du poste « Services extérieur entretien et maintenance » de +62 k€ (+55,2 %) entre 2016 et 2018.



L'évolution de ce poste à partir de 2016 s'explique par :

- Les besoins à prendre en compte pour répondre aux lois NOTRe et LTECV. Gaz de Barr intègre sur ces points un montant de 32,0 k€/an (zones péréquées et non péréquées) associé à des besoins de mise à jour de son portail en ligne dédié aux fournisseurs et plus globalement d'évolution de ses outils SI afin de répondre aux demandes des collectivités. Gaz de Barr n'a pas été en mesure de justifier précisément ce montant ;
- En complément des travaux déjà engagés sur la période ATDR4 sur le plan anti-endommagement, Gaz de Barr souhaite engager 30,0 k€/an à partir de 2017 pour la mise à jour de son SIG (prestation de l'éditeur du SIG complémentaire des travaux menés par la ressource interne recrutée en CDD de septembre 2017 à décembre 2018).

En appliquant à ces deux charges nouvelles le coefficient de dissociation des zones péréquées fondé sur les volumes d'acheminement [Confidentiel] puis l'IPC, on détermine la part des zones péréquées de ce poste de la manière suivante :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyen ne 2018- 2021
Charges de services extérieurs, entretien et maintenance (zones péréquées)	90,3	109,1	108,2	113,0	144,4	175,3	177,8	180,5	183,6	179,3
dont charges plan anti-endommagement (zones péréquées)					29,1 [Confid entiel]	29,5	29,9	30,3	30,9	30,1
Dont charges relatives aux lois NOTRe/LTECV (zones péréquées)						31,1 [Confid entiel]	31,5	32,0	32,5	31,8
Dont autres	90,3	109,1	108,2	113,0	115,3	114,8	116,4	118,2	120,2	117,4

PMP observe que la moyenne du sous-poste « autres » entre les périodes 2013-2016 et 2018-2021 est significative à +12,5%.

Proposition d'ajustements initiale :

Sur les charges du plan anti-endommagement, nous proposons de retirer le montant moyen annuel du reliquat demandé de **-30,1 k€/an** sur la période 2018-2021 au motif que cela était intégré dans l'enveloppe de 90 k€/an de la demande tarifaire ATDR4.

Après comparaison avec les autres ELD, il ressort que la demande de Gaz de Barr liée aux prestations de SI des lois NOTRe et LTECV est supérieure à la moyenne. En rapportant sa demande au montant moyen entre ELD, il est pertinent d'apporter une correction de **-25,0 k€/an** en moyenne annuelle sur la période 2018-2021.

Enfin PMP propose d'ajuster la construction du sous-poste « autres » pour la période 2018-2021 à partir de la moyenne 2013-2016 en y appliquant l'IPC. Cela représente un impact moyen annuel de **-7,4 k€/an**.

Réponse de l'ELD :

Gaz de Barr accepte l'ajustement relatif au plan anti-endommagement.

Pour les charges liées à la loi NOTRe, Gaz de Barr a budgété 60 k€ de dépenses SI, avec des contrats de maintenance établi sur la base de 20% du coût de licence. Gaz de Barr souhaite à minima 12 k€/an pour payer la maintenance des développements SI nécessaires.

Enfin, pour le sous-poste autres, Gaz de Barr indique que le poste est en augmentation constante en lien avec l'évolution technologique des métiers. De ce fait, selon Gaz de Barr, la méthodologie de PMP, qui s'appuie sur la moyenne 2013-2016, n'est pas légitime. Gaz de Barr s'oppose à l'ajustement de -6,3 k€/an, après la correction sur l'ATRD4 réalisé péréqué.

Proposition d'ajustements finale :

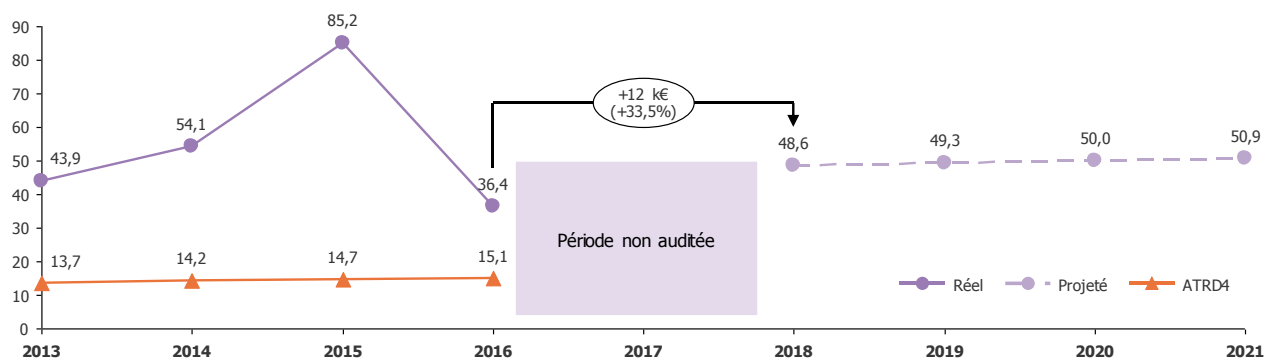
Pour les charges liées à la loi NOTRe, PMP maintient son ajustement initial en considérant le bien-fondé de la comparaison entre ELD mentionnée initialement.

Pour le sous-poste « autres », PMP conserve son ajustement initial en considérant que dans une logique d'opérateur efficace une hausse de 12,5% ne peut être retenue, sans justification, entre les périodes 2013-2016 et 2018-2021.

6.2.6 Zoom sur les prestations externes

Ce poste augmente de 12 k€ (+33,5%) entre 2016 et 2018.

Evolution des prestations externes en k€ 2013 - 2021

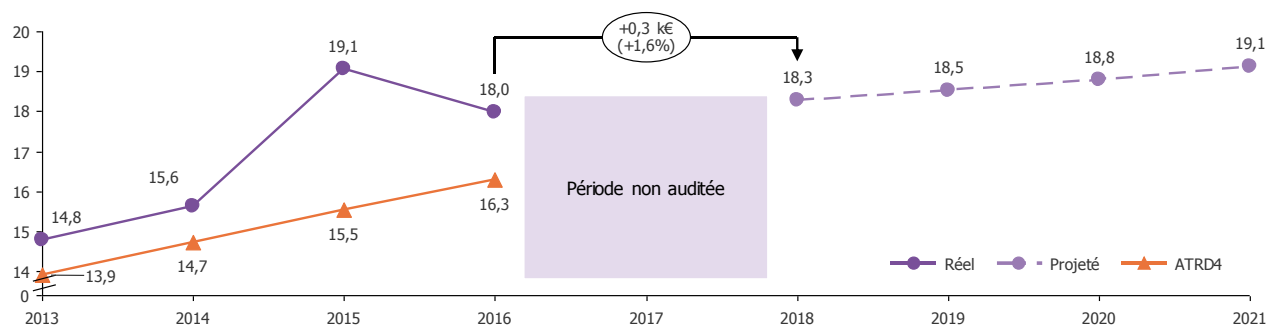


Selon Gaz de Barr, la hausse de ce poste entre 2016 et 2018 est due à une nouvelle prestation d'un montant moyen de 12 k€/an (sur la période 2018-2021) de sécurisation des réseaux de communication débutant en 2017. Gaz de Barr a fourni un devis de cette prestation (cf. annexe 8.10).

6.2.7 Dépenses de communication

Les dépenses de communication augmentent de 0,3 k€ (+1,6 %) entre 2016 et 2018.

Evolution des dépenses de communication en k€ 2013 - 2021



Les dépenses de communication évoluent de la manière suivante sur la période 2013-2016 sur toutes les zones :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	Moyenne 2013-2016
Annonces et insertions	[Confidentiel]				
Foires et expositions					
Cadeaux non taxables					
Catalogues et imprimés					
Dons courants aux associations et divers					
Autres					
Total dépenses de communication					
Total des dépenses de communication en zones péréquées [Confidentiel]	14,8	15,6	19,1	18,0	16,9

Il ressort de ces données que les dépenses de communication sont toutes des charges de communication externe.

Gaz de Barr a construit sa prévision 2017-2021 en s'appuyant sur l'estimé 2017 auquel a été appliqué l'IPC.

	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Total des dépenses de communication en zones péréquées [Confidentiel]	18,3	18,5	18,8	19,1	18,7

Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses de communication externe liées au développement de l'activité gaz. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. Ceci entraîne un ajustement à la baisse de **-18,7 k€** par an sur la période 2018-2021.

Proposition d'ajustement initiale : En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses de communication externes (développement) sont exclues du périmètre de la demande tarifaire. L'impact annuel moyen est de **-18,7 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD :

Gaz de Barr demande des renseignements sur le mécanisme incitatif de la CRE. Par ailleurs, Gaz de Barr souhaite isoler le sous-poste Annonces et insertions de l'ajustement proposé par PMP. En effet, pour Gaz de Barr, la communication du GRD relative à la sécurité ne peut pas être assimilée au développement du gaz. L'ajustement proposé par Gaz de Barr serait alors de -9,3 k€/an.

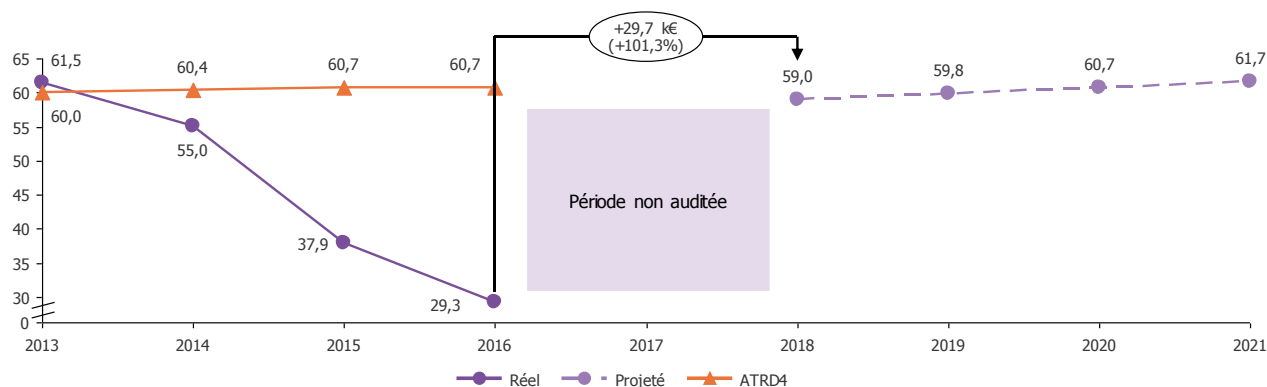
Proposition d'ajustement finale :

PMP tient compte de la remarque de Gaz de Barr et accepte les charges liées à la communication relative à la sécurité. L'ajustement est alors de **-9,3 k€/an** sur la période 2018-2021.

6.2.8 Aides commerciales

Les aides commerciales augmentent de +29,7 k€ (+101,3%) entre 2016 et 2018.

Evolution des aides commerciales en k€ 2013 - 2021



Le calcul de cette charge à partir de 2017 n'a pas été justifié par Gaz de Barr. Seul le montant unitaire d'aide à 150€/logement dans le cas d'un habitat collectif a été fourni.

Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses relatives au développement du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz mais incite GRDF via des bonus. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses d'aides commerciales sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. En ce qui concerne Gaz de Barr, ceci conduit à un ajustement à la baisse de -60,7 k€/an sur la période 2018-2021.

Proposition d'ajustement initiale : En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses d'aides commerciales sont exclues du périmètre de la demande tarifaire. L'impact annuel moyen est de - **60,3 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD :

Gaz de Barr demande des renseignements sur le mécanisme incitatif de la CRE.

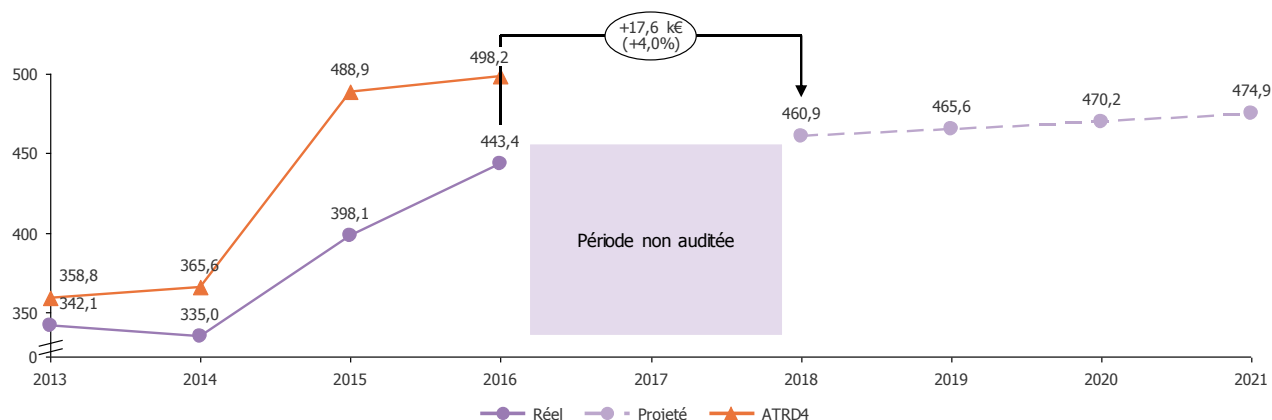
Proposition d'ajustement finale :

PMP maintient son ajustement initial. Les modalités de la mise en oeuvre d'un mécanisme incitatif seront discutées ultérieurement avec la CRE.

6.2.9 Zoom sur les cessions internes reçues / Coût de préacheminement

Les dépenses de préacheminement augmentent de +17,6 k€ (+4,0%) entre 2016 et 2018.

Cessions internes reçues (Coût de préacheminement) en K€ 2013 - 2021



D'après Gaz de Barr ce poste augmente notamment en raison de l'impact des travaux d'extension et de sécurisation de 5km du réseau à Sand - Gertwiller, donnant lieu à une facturation pour préacheminement par le Réseau GDS. Le retard dans la mise en service de ce tronçon a entraîné un étalement de la charge de préacheminement sur la période 2014-2017.

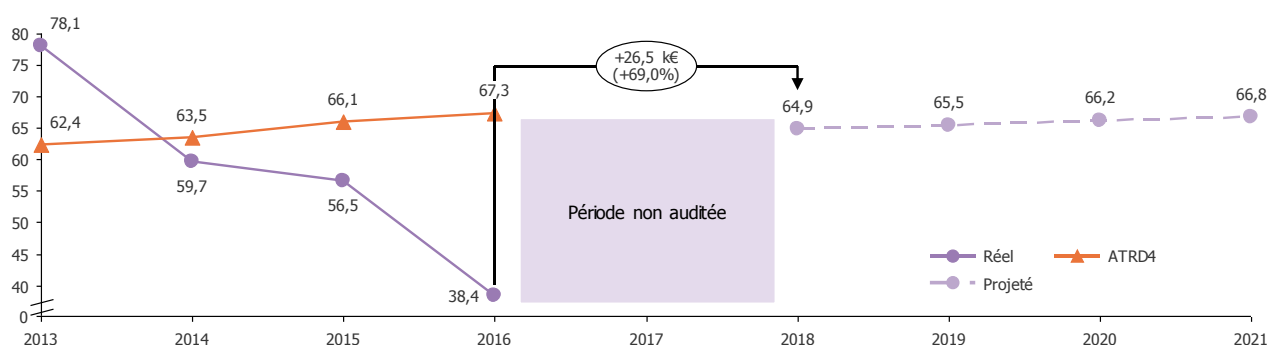
A partir de 2017, le montant de ce poste augmente de 1%/an.

La méthode de calcul n'appelle pas de correction de notre part sous réserve de clarifications entre Gaz de Barr et la CRE sur ce poste.

6.2.10 Zoom sur les cessions internes reçues / achats de pertes réseau

Les charges d'achats de pertes réseau augmentent de +26,5 k€ (+ 69,0 %) entre 2016 et 2018.

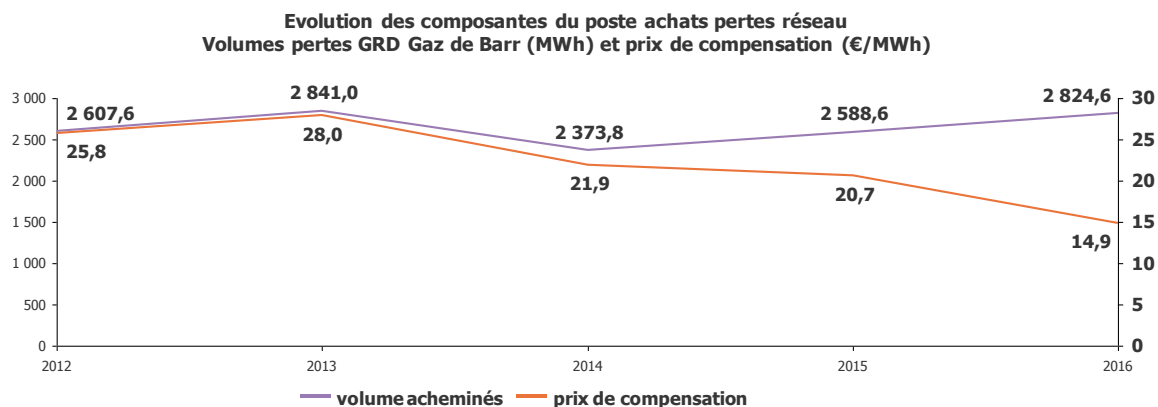
Cessions internes reçues (achats de pertes réseau) en K€ 2013 - 2021



Ce poste correspond au rachat des pertes. Il est susceptible de varier fortement à la fois en raison des volumes et des prix. Afin de construire la prévision de ce poste, Gaz de Barr a calculé une moyenne pour l'année 2017 fondées sur les années 2012 à 2014 avec une année climatique moyenne (521 GWh), une année climatique supérieure à la normale (568 GWh) et une année climatique inférieure à la normale (458 GWh).

A partir de 2017, le montant de ce poste évolue selon le taux de 1%/an.

PMP propose d'ajuster le montant projeté de cette charge sur la période 2017-2021 car si la moyenne des volumes acheminés entre 2012-2014 peut être pertinente, celle des montants totaux de la charge ne tient pas compte des prix de compensation qui ont évolué fortement à la baisse depuis 2014 (-46% entre 2013 et 2016).



Nous proposons de calculer le montant 2017 à partir de :

- Volume de pertes (taux de pertes de 0,5% conservé) : moyenne des années 2014-2016 soit 2595 MWh (nous conservons les notions de consommations haute, moyenne et basse avec des données plus récentes que celles de 2012-2014) ;
- Prix : moyenne des années 2014-2016 : 19,1 €/MWh.

Le montant annuel ajusté 2017 d'achat de pertes réseau serait de $2595 \times 19,1 = 49,7$ k€.

Rapporté aux zones péréquées et indexé au taux IPC 2017 ce montant serait de : [Confidentiel] = 48,7 €.

En appliquant le taux IPC à la charge 2017 la charge réajustée sur la période 2018-2021 serait de :

	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Charges d'achats de pertes réseau (zones péréquées)	48,7	49,3	50,0	50,8	51,6	50,4
Ajustement	-16,1	-16,1	-16,1	-16,0	-15,8	-16,0

Proposition d'ajustement initiale : En calculant le point de départ (2017) de la projection de la charge d'achats de pertes réseau à partir d'une part de la moyenne 2014-2016 des volumes acheminés et d'autre part de la moyenne des prix de compensation 2014-2016, l'impact moyen annuel sur les montants 2018-2021 de ce poste est de **-16,0 k€/an**.

Réponse de l'ELD :

La méthode employée pour ajuster ce poste ne convient pas à Gaz de Barr, même s'il est impossible de connaître les prix du gaz jusqu'en 2021. En effet, PMP a retiré l'année 2013 du calcul de la moyenne alors que Gaz de Barr indique qu'il est légitime de l'intégrer dans le calcul.

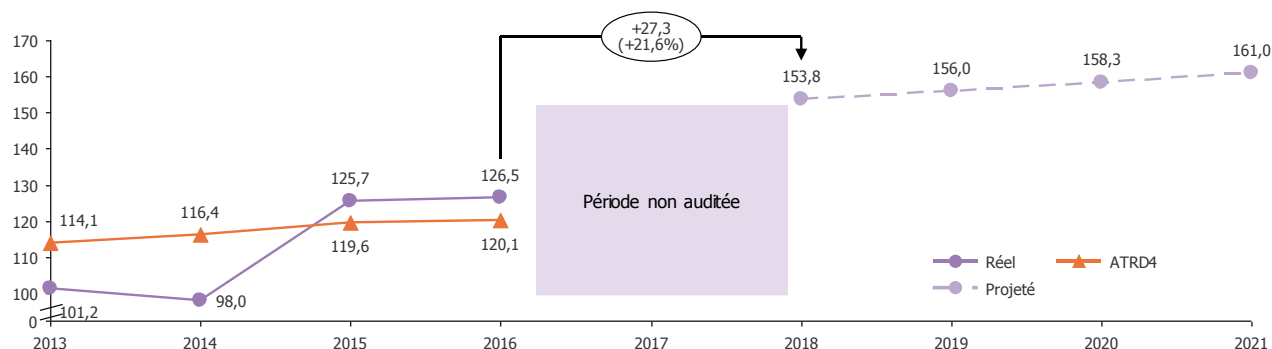
Proposition d'ajustement finale :

PMP maintient son ajustement. Les prix étant imprévisibles et dépendants d'un contexte, la prise en compte des trois années les plus récentes semble légitime avec des années qui ont présenté trois cas de figure très différents (consommations haute, moyenne et basse).

6.2.11 Autres charges – impayés acheminement

Le poste « autres charges » augmente de 27,3 k€ (+21,6%) entre 2016 et 2018.

Autres charges (consommations externes) en k€ 2013 - 2021



Au sein du poste « Autres charges » des Consommations externes, les créances irrécouvrables relatives aux tarifs d'acheminement sont calculées en appliquant un taux de 0,4% du revenu autorisé prévisionnel. D'après Gaz de Barr cette charge est intégrée à partir de 2018 dans la demande tarifaire ce qui explique l'essentiel de la hausse du poste entre 2016 et 2018 (25 k€ dus aux impayés relatifs aux tarifs d'acheminement).

La CRE a décidé pour GRDF de retenir un ajustement de 0,9% du revenu autorisé prévisionnel. Si cette orientation est retenue de manière uniforme pour les ELD, les charges d'impayés acheminement de Gaz de Barr sont ajustées de :

k€ courants	2018 P	2019 P	2020	2021	Moyenne 2018-2021
CCN (A)	3 148,7	3 221,9	3 291,4	3 359,4	3 255,3
OPEX ajustés (B) (*)	2 471,2	2 490,3	2 536,3	2 598,5	2 524,0
Créances irrécouvrables (position Gaz de Barr) (C)	24,0	24,8	25,2	26,2	25,0
OPEX ajustés sans créances irrécouvrables (D)	2 447,2	2 465,5	2 511,1	2 572,3	2 499,0
Total du revenu autorisé (A+D)	5 595,9	5 687,4	5 802,5	5 931,6	5 754,3
Créances irrécouvrables (taux 0,9%) (E)	50,4	51,2	52,2	53,4	51,8
Ajustement (E-C)	26,4	26,4	27,0	27,2	26,7

(*) opex ajustés (tous ajustements confondus hors impayés)

Proposition d'ajustement initiale : en appliquant 0,9% du revenu autorisé prévisionnel sur la période 2018-2021, le montant moyen annuel des créances irrécouvrables est ajusté de **+ 26,7 k€/an.**

Réponse de l'ELD :

Pour les impayés d'acheminements, Gaz de Barr maintient sa proposition de 0,4% du revenu autorisé, après discussion avec les fournisseurs présents sur la zone de desserte de Gaz de Barr.

Proposition d'ajustement finale :

PMP maintient sa méthode pour ajuster les impayés acheminements. Ce point sera discuté ultérieurement avec la CRE. Après prise en compte des ajustements finaux des autres postes, l'ajustement sur les impayés est finalement de **+27,3 k€/an**.

De plus PMP observe que la part de ce poste hors impayés évolue fortement (+18%) entre les périodes 2013-2016 et 2018-2021.

Proposition d'ajustement initiale : en appliquant la moyenne 2013-2016 et l'IPC pour construire la projection du poste « Autres » hors impayés, on obtient un impact moyen annuel de **-13,6 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD :

Pour le reste du sous-poste, Gaz de Barr s'oppose à la méthode de la moyenne 2013-2016 avec application de l'IPC suivie par PMP. En effet, pour Gaz de Barr, un plateau est clairement établi sur les deux dernières années de l'ATRD4 à 126,5 k€/an. Gaz de Barr propose de ne pas ajuster ce sous-poste.

Proposition d'ajustement finale :

PMP maintient son ajustement considérant que Gaz de Barr n'a pas justifié les motifs de la hausse entre les périodes 2013-2014 et 2015-2016 pour que ces deux dernières années puissent être uniquement retenues. Dans ce cadre, il nous semble plus prudent de conserver la moyenne 2013-2016 et l'évolution selon l'IPC. En tenant compte des corrections sur les valeurs 2013-2016 des zones péréquées, l'ajustement passe à **-12,5 k€/an** sur la période 2018-2021.

Enfin, Gaz de Barr a précisé qu'aucun coût n'avait été intégré dans la demande concernant l'audit ATRD6.

6.3 Zoom sur Rémunérations brutes et charges sociales

6.3.1 Rémunérations brutes

Le poste « Rémunérations brutes » **augmente de +151 k€ (+16,5%) entre 2016 et 2018.**

[Confidentiel]

Les principaux facteurs d'évolution de ces charges à partir de 2016 sont :

- L'évolution des effectifs ;
- L'évolution du salaire moyen qui se fait selon un taux ne correspondant pas à celui de la demande tarifaire ;
- [Confidentiel]

Evolution des effectifs

- L'évolution des effectifs fournie par Gaz de Barr est la suivante : [Confidentiel]

Gaz de Barr a indiqué que les effectifs recrutés en CDD n'étaient pas comptés dans le solde du GRD Gaz. Excepté cet élément, Gaz de Barr n'a pas été en mesure d'expliquer précisément les raisons pour lesquelles le total d'effectifs GRD Gaz n'est pas en cohérence avec l'évolution du solde d'effectifs sur ce périmètre.

Gaz de Barr prévoit d'embaucher :

- Entre le 1er Septembre 2017 et le 1er Décembre 2018, une personne en CDD (+1ETP) pour s'occuper du changement de SIG (Système d'Information Géographique).
- +1 ETP à partir de 2018 au titre des besoins relatifs aux lois NOTRe et LTECV [Confidentiel] ;
- [Confidentiel]

Après comparaison avec les autres ELD, il ressort que l'ETP à recruter pour les prestations des lois NOTRe et LTECV semble surestimé. [Confidentiel].

En prenant en compte le CDD dont le recrutement est prévu en 2017 et l'ajustement proposé sur l'ETP lié à la Loi NOTRe/LTECV, la trajectoire d'effectifs ajustés est la suivante : [Confidentiel]

Nous notons par ailleurs que Gaz de Barr ne prévoit aucun effort de productivité en compensation de ces recrutements supplémentaires.

Proposition d'ajustement initiale :

Après comparaison avec les autres ELD, PMP propose d'ajuster le besoin nécessaire pour traiter les travaux des lois NOTRe et LTECV à [Confidentiel]. Cet ajustement conduit à une baisse de **-17,5 k€/an** sur la période.

Réponse de l'ELD :

Gaz de Barr conteste l'ajustement concernant la loi NOTRe au motif que l'inducteur « nombre de PDL », utilisé pour effectuer la comparaison entre les ELDs, n'est pas pertinent. Il faudrait utiliser l'inducteur « nombre de concessions » car la charge de travail dépend du nombre de concessions. Ainsi, Gaz de Barr propose de ramener l'ajustement de PMP à [Confidentiel]

Enfin, le tableau comporte une erreur sur les ETP CDD. La mission du CDD supplémentaire est de [Confidentiel] et non [Confidentiel] Ce qui conduit à l'intégration de [Confidentiel] ETP CDD en 2019. [Confidentiel]

Proposition d'ajustement finale :

PMP maintient son ajustement initial car les travaux supplémentaires liés aux lois NOTRe et LTECV sont de la collecte et de la communication d'informations de consommations dont le PDL semble l'inducteur le plus pertinent. De plus le nombre de concessions en zones péréquées est de 18 pour Gaz de Barr ce qui reste comparable aux autres ELD.

Enfin concernant le rajout de [Confidentiel] ETP en 2019, PMP maintient sa proposition car par simplification, l'ensemble de la masse salariale du CDD concerné a été intégrée à l'exercice 2018.

Evolution du salaire moyen :

A partir des données de la demande tarifaire de Gaz de Barr rapportée aux zones péréquées et hors production immobilisée (celle-ci n'ayant au final pas d'influence sur les charges à couvrir), on observe l'évolution suivante du salaire moyen (poste « rémunérations brutes » (zones péréquées) rapporté aux effectifs en tenant compte du CDD de 2017-2018) : [Confidentiel]

Ces taux d'évolution ne correspondent pas à ceux mentionnés dans la demande tarifaire de Gaz de Barr : [Confidentiel]

Concernant la composante du SNB :

- Nous relevons qu'un gel de cet indice d'évolution salarial dans les industries électriques et gazières (IEG) a été annoncé le 12 décembre 2016 par les employeurs de la branche. Dans ce cadre, les organisations syndicales ont demandé l'ouverture de négociations au cours du 1^{er} trimestre 2017. A notre connaissance aucune nouvelle annonce des employeurs de la branche n'est intervenue à ce jour ;
- En cohérence avec l'annonce du 12 décembre 2016 des employeurs de la branche des IEG, nous proposons de reconduire à ce stade, pour 2017, la valeur de l'indice SNB constatée en 2016 (0,2%) ;
- Si de nouvelles décisions concernant l'évolution du SNB pour 2017 venaient à être prises par les parties prenantes de la branche IEG, cet ajustement pourrait être revu en conséquence.

En tenant compte de cette correction et en appliquant les taux d'évolution mentionnés le salaire moyen non immobilisé est ajusté de : [Confidentiel]

[Confidentiel].

Avec les effectifs ajustés, les rémunérations brutes sont ajustées de : [Confidentiel]

Proposition d'ajustement initiale : en appliquant les taux d'évolution des salaires moyens mentionnés dans la demande tarifaire de Gaz de Barr à partir de 2017 et en tenant compte du gel proposé de la valeur du SNB en 2017 [Confidentiel], l'impact moyen annuel est de **-63,0 k€/an** sur la période 2018-2021 (80,5 - 17,5 d'impact loi NOTRe).

Réponse de l'ELD :

Le détail de la réponse de Gaz de Barr se trouve en annexes (8.11)

En synthèse, il ressort que :

1/ Gaz de Barr conteste le mode de calcul de PMP isolant les charges de personnel immobilisées car d'après l'ELD ce sont les mêmes personnes qui interviennent en zones péréquées et non péréquées, pour des travaux de maintenance et d'investissement.

2/ PMP n'applique que l'évolution de la grille des salaires au salaire moyen ce qui exclut des éléments exceptionnels [Confidentiel] qui sont inclus dans les rémunérations brutes.

3/ PMP utilise les salaires réels de l'ETP Loi NOTRe et du CDD dans le calcul des rémunérations alors que le salaire moyen devrait être utilisé

Proposition d'ajustement finale :

PMP maintient son ajustement car :

1/ Quels que soient les effectifs de l'ELD, il reste plus pertinent de travailler à partir des données des zones péréquées ce qui correspond à la règle fixée par la CRE pour construire les demandes tarifaires.

2/ La construction du salaire moyen s'appuie sur la donnée de rémunérations totales 2016 (avant retraitement des montants immobilisés) qui inclut [Confidentiel] d'éléments exceptionnels[Confidentiel]. Ce montant d'éléments exceptionnels est représentatif par comparaison avec les montants prévus pour la période 2018-2021 [Confidentiel].

3/ la méthode de calcul suivie n'intègre pas de biais puisqu'elle s'appuie sur les rémunérations 2016 et les effectifs de cette année [Confidentiel]. Il semble donc pertinent de calculer les rémunérations brutes des années ultérieures en multipliant le salaire moyen ajusté par [Confidentiel] ETP puis rajouter les salaires du CDD en 2018 et de 0,25 ETP dédié à la Loi NOTRe sur la période 2018-2021.

[Confidentiel]

6.3.2 Charges sociales

L'évolution des taux de charges sociales observés dans le fichier excel de la demande tarifaire est la suivante : [Confidentiel]

Cette évolution semble incohérente avec les éléments mentionnés du document de la demande tarifaire transmise à la CRE (qui s'appuyaient sur les éléments transmis par la CNIIEG - cf. annexe 8.7) :[Confidentiel]

En appliquant les taux ajustés indiqués ci-dessus, la correction sur la masse salariale serait de :

En k€ courants	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Rémunérations brutes ajustées	[Confidentiel]						
Charges sociales (version ajustée avec taux ajustés) (A)							
Charges sociales (demande Gaz de Barr) (B)							
Ajustement : Ecart (A-B)			-31,9	-51,8	-48,1	-84,2	-54,0

Proposition d'ajustement initiale : PMP propose de corriger le montant des charges sociales [Confidentiel]. La correction moyenne annuelle est de **-54,0 k€/an** sur la période 2018-2021

Réponse de l'ELD :

Gaz de Barr est en accord avec la méthode de calcul de PMP, mais demande un recalcul suite au nouveau montant de la rémunération brute post-contradictoire.

Proposition d'ajustement finale : PMP maintient son ajustement sans variation de montant car l'ajustement sur les rémunérations brutes a été maintenu

6.3.3 Autres charges sociales

Pour le périmètre toutes zones confondues, Gaz de Barr a fourni le tableau suivant détaillant les composantes des autres charges sociales sur la période 2013-2016 :

En € courants (toutes zones)	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R
Avantages en natures Energie	[Confidentiel]			
Dotations vestimentaires technique				
Participation aux frais de gestion CMCAS				
Médailles IEG et du travail				
Médecine du travail et de contrôle, pharmacie				
Tickets restaurant part patronale				
Divers				
CICE				
Total autres charges sociales (toutes zones)	102 303	153 137	139 253	156 847

Gaz de Barr a expliqué la hausse du sous-poste des avantages en nature en indiquant que le changement de son outil de facturation en 2013 a permis de calculer de manière plus précise la différence entre le montant du tarif réglementé et la part portée par les agents. Toutefois il ressort des montants unitaires par agents très élevés pour la période 2014-2016.

[Confidentiel] En appliquant ce ratio aux agents de la période 2013-2016 on obtient les montants suivants : [Confidentiel]

En appliquant le taux moyen de la période 2013-2016 [Confidentiel] aux montants prévisionnels 2017-2021 on obtient :

En k€ courants	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Rappel : rémunérations brutes ajustées	[Confidentiel]					
Taux d'autres charges sociales						
Autres charges sociales ajustées						
Ajustement		-47,8	-54,1	-51,1	-61,9	-53,7

Proposition d'ajustement initiale : En ajustant le montant moyen par agent des avantages en nature à 1300€/an sur la période réelle 2013-2016, l'impact moyen annuel est de **-53,7 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD :

Gaz de Barr ne peut pas imaginer pouvoir subir un ajustement sur le poste autres charges sociales au titre de l'avantage en nature énergie.

L'ELD reconnaît une augmentation notable sur la période ATRD4, et la justifie par un changement du SI facturation à l'été 2013, qui calcule ce poste par différence tarifaire entre le tarif réglementé ad'hoc (électricité et gaz) et la part payée par l'agent. L'ancien SI ne calculait pas correctement l'avantage en nature.

Enfin, Gaz de Barr précise que ces dispositions sont d'ordre statutaire, et il est impossible de modifier les dispositions de ce statut pour s'adapter aux ajustements de PMP.

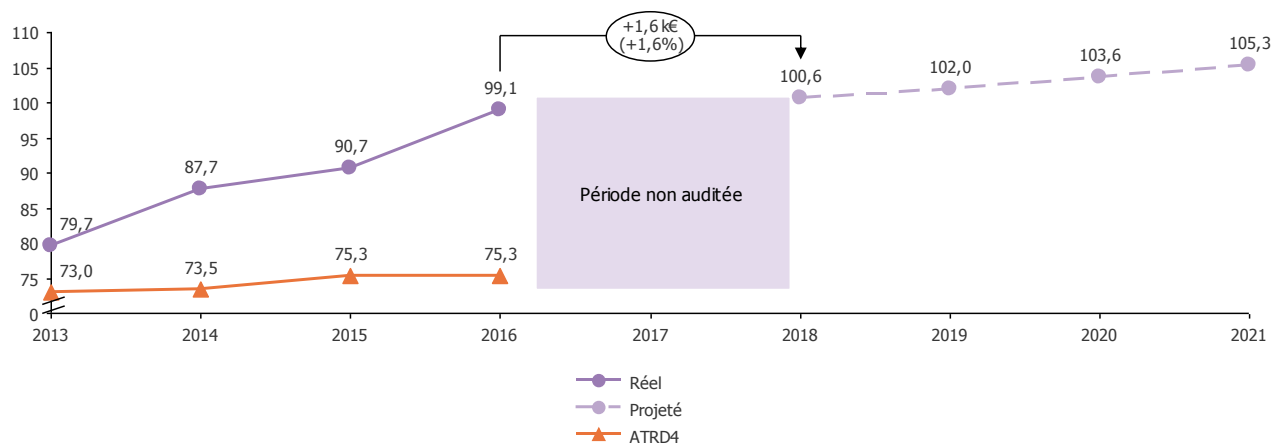
Proposition d'ajustement finale : PMP indique que l'ajustement proposé ne remet pas en cause le principe d'avantages en nature destiné aux agents. Néanmoins les montants de ces avantages semblent surestimés par rapport à la consommation moyenne observée localement. A ce titre, PMP revoit le calcul de son ajustement [Confidentiel] Le montant de l'ajustement passe de ce fait à **-39,3 k€/an** sur la période 2018-2021.

6.4 Impôts et taxes

6.4.1 Taxe professionnelle

La taxe professionnelle augmente de 1,6 k€ entre 2016 et 2018, soit +1,6% :

Evolution de la taxe professionnelle en k€ 2013 - 2021



Nous observons une évolution significative des montants de ce poste entre la période réelle 2013-2016 et la période couverte ATRD5 2018-2021 :

- Moyenne annuelle 2013-2016 de la taxe professionnelle : [Confidentiel]
- Moyenne annuelle 2018-2021 de la taxe professionnelle : [Confidentiel]

Nous proposons d'ajuster ce poste en établissant la projection 2018-2021 en s'appuyant sur la moyenne 2013-2016+IPC.

Proposition d'ajustement initiale : PMP propose d'ajuster à la baisse le montant de la taxe professionnelle en s'appuyant sur la moyenne 2013-2016+IPC soit un impact moyen annuel de **-9,5 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD :

Le poste est en hausse constante sur la période ATRD4. Ainsi, retenir uniquement l'IPC comme inducteur de coût pour l'évolution 2018-2021 paraît déraisonnable. Gaz de Barr propose de prendre la valeur 2016 corrigée de l'IPC comme référence de l'ATRD5.

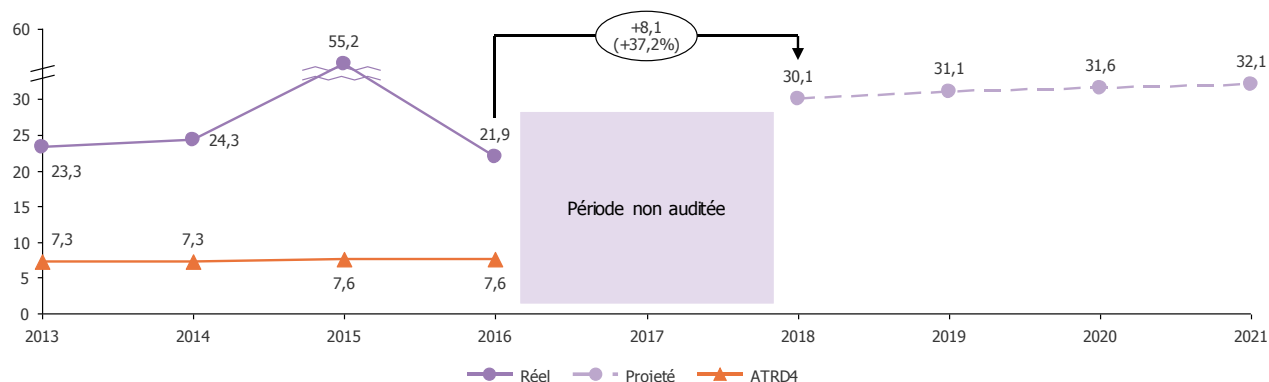
Proposition d'ajustement finale :

PMP maintient son ajustement en raison de l'absence de justification par Gaz de Barr de cette hausse constante de charges sur la période 2013-2016 et sa poursuite sur la période 2018-2021. Après correction des données réelles, le montant de l'ajustement est de -8,5 k€/an.

6.4.2 Taxes sur les salaires

Les taxes sur les salaires sont en augmentation de 8,1 k€ entre 2016 et 2018 soit +37,2% :

Taxes sur les salaires en k€ 2013 - 2021



Gaz de Barr a transmis un détail des montants prévisionnels de formation par salarié pour les années 2017-2019. La projection des années 2020-2021 a été réalisée à partir du montant 2016 auquel a été appliqué l'IPC.

Il ressort de ce fichier de calcul des montants légèrement inférieurs à ceux mentionnés dans la demande tarifaire.

Proposition d'ajustement initiale : par cohérence avec le détail fourni des montants de formation par salarié, nous proposons d'ajuster les montants de taxes sur salaires détaillés dans le fichier fourni par Gaz de Barr. L'impact moyen annuel est de **-1 k€/an**.

Réponse de l'ELD : Gaz de Barr accepte l'ajustement de PMP.

6.5 Recettes extra-tarifaires

6.5.1 Transfert de charges

Le sous-poste transfert de charge baisse de 0,3 k€ entre 2016 et 2018, mais surtout la moyenne de la période 2013-2016 est de 12 k€ supérieure à la moyenne de la période 2018-2021 : [Confidentiel]

Nous observons une évolution significative des montants de ce poste entre la période réelle 2013-2016 et la période couverte ATRD5 2018-2021 :

- Moyenne annuelle 2013-2016 du sous-poste Transfert de charge : [Confidentiel] ;
- Moyenne annuelle 2018-2021 du sous-poste Transfert de charge : [Confidentiel].

Nous proposons d'ajuster ce poste en établissant la projection 2018-2021 en s'appuyant sur la moyenne 2013-2016+IPC.

Proposition d'ajustement initiale : PMP propose d'ajuster à la baisse le montant du sous-poste Transfert de charge en s'appuyant sur la moyenne 2013-2016+IPC soit un impact moyen annuel de **-13,3 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD :

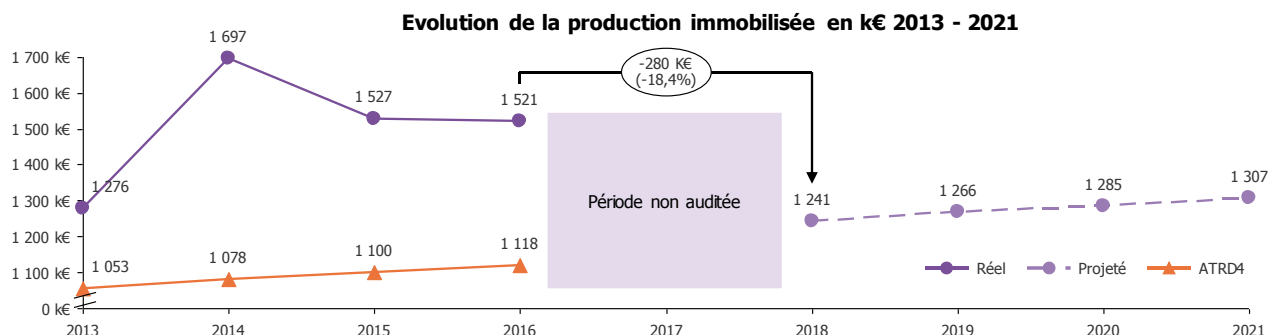
Gaz de Barr estime avoir justifié tous les mouvements de ce poste auprès de PMP. De ce fait, aborder ce poste sous l'angle de la moyenne 2013-2016 n'est pas acceptable. [Confidentiel]

Proposition d'ajustement finale :

PMP revoit son ajustement en excluant le traitement spécifique des IFC. Les autres sous-postes sont ajustés selon la moyenne 2013-2016, meilleure prévision pour la période à venir étant donné le retour d'expérience de la période ATRD4, au cours de laquelle des transferts de charges qui n'avaient pas été prévus ont été réalisés. L'ajustement final est de **-4,9 k€/an** sur la période 2018-2021.

6.6 Zoom sur la production immobilisée

Gaz de Barr prévoit une baisse des écritures de production immobilisée de **280 K€** entre 2016 et 2018.



Les tableaux ci-dessous détaillent les montants de production immobilisée par postes de la demande tarifaire pour les zones péréquées :

Zones péréquées	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Achats stockés	[Confidentiel]									
Achats matériels et travaux										
Achats non stockés										
Autres charges										
sous-total hors charges de personnel (A)										
Charges de personnel (B)										
Charges directes (A+B)										
Charges indirectes (C)										
TOTAL (A+B+C)	1 275	1 696	1 527	1 521	1 225	1 241	1 266	1 285	1 307	1275

Le mode de construction des charges immobilisées directes à partir de 2017 consiste à calculer la moyenne des charges directes immobilisées des années 2007, 2009 et 2010 (2008 était une année atypique d'après Gaz de Barr) à laquelle s'applique l'IPC. Ces années ont été choisies par Gaz de Barr car elles reflètent au mieux, d'après l'ELD, les montants d'investissements moyens envisagés pour la période 2017-2021 (les années plus récentes 2012-2015 ont été marquées par des travaux de sécurisation du réseau qui ne reflètent pas le niveau à prévoir pour les années 2017-2021).

Pour les charges indirectes réelles, Gaz de Barr calcule un pourcentage revu chaque année à appliquer aux charges directes immobilisées de toutes les zones (péréquées et non péréquées) fondé sur des quote-parts de charges (personnel en majorité, bâtiments, ... cf détail en annexe pour l'exercice 2015-2016). Il ressort que ce calcul fait intervenir des charges d'amortissements qu'il conviendrait de retirer du calcul. En 2015-16 le taux corrigé serait de : [Confidentiel]

La prévision des charges indirectes se calcule à partir de la prévision des charges de personnel [Confidentiel]

Pour calculer la part de charges indirectes sur les zones péréquées, Gaz de Barr soustrait au total des charges indirectes (toutes zones), les montant prévus sur les zones non péréquées : [Confidentiel]

Cet ajustement potentiel semble avoir un impact négligeable sur le calcul des charges à couvrir.

En conclusion le mode de calcul des charges immobilisées nous semble cohérent.

7. Principes de dissociation comptable

7.1 Préambule

Les activités de Gaz de Barr peuvent être distinguées de la manière suivante :

- **Activité de distribution en tant que Gaz de Barr GRD (gestionnaire de réseau de distribution) Gaz :**
Cette activité englobe l'entretien, le renouvellement et l'extension de ses réseaux gaz et des branchements gaz. Elle intègre également la relève et les interventions sur les appareils de comptage. Elle se rémunère sur l'acheminement de l'énergie par le biais de l'ATRD.
- **Activité de distribution en tant que Gaz de Barr GRD (gestionnaire de réseau de distribution) Electricité :**
Cette activité englobe l'entretien, le renouvellement et l'extension de ses réseaux et des branchements électriques. Elle intègre également la relève et les interventions sur les appareils de comptage. Elle se rémunère sur l'acheminement de l'énergie par le biais du T.U.R.P.
- **Production ou activité de commercialisation Gaz :**
Cette activité englobe la commercialisation du gaz à des consommateurs élus et non élus.
- **Production ou activité de commercialisation Electricité :**
Cette activité englobe la commercialisation du gaz à des consommateurs élus et non élus.
- **Activité Autres :**
Ce sont des activités de diversification non liées aux périmètres ci-dessus. Il s'agit de l'exploitation d'un droit de tirage électrique de 4 MWh sur un cycle combiné gaz.

7.2 Présentation des comptes de résultat par activités

La comptabilité analytique nous permet de déterminer les produits et charges directes affectées aux deux énergies.

Les produits sont répartis de manière suivante :

Produits	Clés utilisées
Ventes d'énergie	Par nature d'énergie
Travaux	Affecté à l'énergie concernée
Production immobilisée	Affectée selon nature des travaux
Prestations	Selon nombre de consommateurs
Indemnités diverses et produits divers	Selon CA de chaque énergie ou affectation directe
Produits financiers	Marge brute par énergie
Produits exceptionnels	CA ou Masse salariale ou affectation directe
Reprises sur amortis/provisions	Masse salariale et CA

Les charges directes sur produits vendus sont réparties de manière suivante :

Charges directes	Clés utilisées
Achats d'énergie	Par type d'énergie
Sections distribution d'énergie	Par type d'énergie
Entretien éclairage public	Affecté à l'électricité
Production immobilisée	Affectée par nature de GRD

Les charges communes sont réparties de la manière suivante :

Charges communes	Clés utilisées
Gérance et Administration	Clé de répartition charges directes hors énergie
Finances	Selon nombre de consommateurs
Personnel	Masse salariale
Transport	Affectation des véhicules
Matériels et outillages communs	Clé de répartition charges directes hors énergie
Approvisionnement	Clé de répartition charges directes hors énergie
Cartographie	GRD GAZ
Bâtiments –terrains	Nombre de personnel affecté
Commercial	Service Gaz ou Electricité
Impôts et taxes	C.A. ou masse salariale ou nombre de personnes
Amortissements	Par affectation et nombre de salariés
Caducité	Affectation selon l'énergie
Dotations aux provisions	Réel ou C.A. ou masse salariale
Impôts sur les sociétés	Au prorata du résultat dégagé

Un résultat est ainsi dégagé ainsi pour chaque énergie.

Une deuxième dissociation a lieu pour le gaz et l'électricité pour déterminer les charges et produits affectés au GRD ou à l'activité de commerce. La répartition est ainsi faite :

Sections	Clés utilisées
Ventes –prestations-travaux	Par nature acheminement ou Commercialisation
Production immobilisée	GRD Gaz ou Electricité
Produits divers de gestion courante	50 % GRD – Commerce
Produits financiers	50 % GRD – Commerce
Produits Exceptionnels	Détail selon compte
Reprises s/amortissements & provisions	Masse salariale et CA
Reprises sur droits du concédant	Affectation directe GRD
Achats d'énergie	Commercialisation
Achats d'énergies – Pré acheminement	Affectation directe GRD
Charges directes d'entretien	Affectation directe GRD
Direction générale	50 % GRD 50 % Commerce
Administration	80 % GRD 20 % Commerce
Finances	50 % GRD et Commerce
Personnel (frais divers et prime de résultat)	% masse salariale affectée
Transport	GRD
Matériels et outillages	GRD
Approvisionnement	GRD
Cartographie numérique	GRD Gaz
Bâtiments – terrains	Nombre de salariés
Commercial	Commercialisation fournisseur
Impôts et taxes	Masse salariale et CA selon comptes
Amortissements	Par affectation + nombre de salariés
Caducité	GRD
Dotations aux provisions	Masse salariale et CA
Impôts sur les sociétés	Au prorata du résultat dégagé

Un résultat par énergie et par activité GRD/Commerce est ainsi dégagé.

Chaque groupe de sections ainsi subdivisées est ventilé au prorata par nature comptable au niveau de 4 comptes de résultat (GRD Gaz ; GRD électricité ; Fournisseur gaz ; fournisseur électricité).

7.3 Calcul des clés utilisées

[Confidentiel]

8. Annexes

8.1 BP demande tarifaire ATRD5 transmise par Gaz de Barr à la CRE

[Confidentiel]

8.2 BP demande tarifaire ATRD5 des zones péréquées avec clés finales proposées par Gaz de Barr

[Confidentiel]

8.3 Tableau récapitulatif des ajustements

[Confidentiel]

8.4 BP demande tarifaire ATRD5 des zones péréquées avec clés initiales proposées par PMP

[Confidentiel]

8.5 Production immobilisée par zone

[Confidentiel]

8.6 Obligations de loi NOTRe et de la LTECV

Obligations appliquées sur la période ATRD4

Chaque année les GRD doivent produire un Compte Rendu Annuel de Concession (CRAC) auprès de leur(s) autorité(s) concédante(s).

Dans le modèle de cahier des charges de contrat de concession rédigé par la FNCCR, les éléments à produire par le GRD sont précisés au § VIII¹. Il doit en particulier inclure :

- Le rapport général : présentant les principaux résultats et les perspectives d'évolutions
- Le rapport financier : détaillant les recettes et les dépenses
- Le rapport sur la qualité : rapportant tous les incidents et les actions préventives Le rapport sur les travaux réalisés : listant les travaux, les dépenses et leur rentabilité
- Le rapport sur le patrimoine : détaillant le réseau et sa valeur
- La liste des opérations de déclassement effectuées sur le réseau
- Les prévisions du concessionnaire en termes d'extension, de renouvellement, de maintenance, de sécurité etc.
- L'état des règlements financiers entre l'autorité concédante et éventuellement ses communes adhérentes et le concessionnaire
- La liste des immeubles mis à disposition par l'autorité concédante
- La liste des raccordements au réseau des installations de production de bio-méthane

Obligations considérées sur la période ATRD5

La loi applicable est la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi LTE) qui introduit de nouvelles obligations pour les distributeurs de gaz qui n'existaient pas auparavant. Cette loi est entrée en vigueur le 19 août 2015.

La loi LTE a modifié l'article L. 111-77 du code de l'énergie qui est complété par deux alinéas, qui fixent des nouvelles obligations au gestionnaires de réseau de distribution de gaz.

Dans le cadre de leurs missions, les gestionnaires de réseau de distribution de gaz sont désormais également : «chargés de mettre à la disposition des personnes publiques, à partir des données issues de leur système de comptage d'énergie, les données disponibles de consommation et de production de gaz naturel et de biogaz dont ils assurent la gestion, dès lors que ces données sont utiles à l'accomplissement des compétences exercées par ces personnes publiques, en particulier pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans climat-air-énergie territoriaux prévus à l'article L. 229-26 du code de l'environnement.»

Concernant le contenu de ces données, il a été précisé par le décret n° 2016-973 du 18 juillet 2016 relatif à la mise à disposition des personnes publiques de données relatives au transport, à la distribution et à la production d'électricité, de gaz naturel et de biométhane, de produits pétroliers et de chaleur et de froid.

Deux nouveaux articles ont été intégrés au code de l'énergie D. 111-53 et D. 111-54 qui listent toutes les données devant être transmises au service statistique du ministère chargé de l'énergie et mises à disposition des personnes publiques.

Informations à transmettre - Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz pour les réseaux qu'ils exploitent :

- Article D. 111-53 :

- « 1° Consommation totale annuelle de gaz et d'électricité par IRIS et par secteur d'activité ; en se limitant pour le secteur résidentiel aux agrégats dont le nombre de points de livraison est supérieur à 10 ou dont la consommation dépasse le seuil-résidentiel ; à chaque consommation est associé le nombre de points de livraison correspondants ; un agrégat résidentiel est dit secrétisé quand le nombre de points de livraison de l'agrégat est inférieur à 11 et quand sa consommation résidentielle est inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
- « 2° Somme régionale et par établissement public de coopération intercommunale des consommations annuelles des agrégats résidentiels secrétisés et nombre de points de livraison correspondants ;
- « 3° Estimation de la part thermosensible et de la thermosensibilité des consommations ; des profils de consommation moyens établis à l'échelle nationale peuvent être utilisés pour estimer la part thermosensible et la thermosensibilité des consommations ;
- « 4° Consommation totale annuelle de gaz et d'électricité par bâtiment non résidentiel, ou comprenant plus de dix points de livraison résidentiels, ou dont la consommation résidentielle est supérieure au seuil-résidentiel ; à chaque consommation est associée le nombre de points de livraison correspondants ; un arrêté du ministre chargé de l'énergie précise les modalités d'application de cette disposition, y compris comment la notion de bâtiment peut être élargie à des regroupements de bâtiments, à l'initiative du gestionnaire de réseau ou à la demande d'une personne publique, ces regroupements de bâtiments étant traités comme des bâtiments dans le cadre de la présente section ;
- « 5° Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz, capacité d'injection de biométhane et quantité annuelle de biométhane injecté de chaque installation de production selon sa typologie ; pour chaque installation sont mentionnés l'IRIS où se situe le point d'injection sur le réseau de distribution ainsi que, s'il diffère, et si l'information est disponible, l'IRIS du site de production principal.

Ces données sont transmises au ministère et mises à disposition des personnes publiques qui en font la demande.

- Art. D. 111-54.-Pour les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité ou de gaz, les informations mentionnées à la sixième phrase du troisième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales comprennent la présentation du réseau, à la maille régionale et intercommunale, sur la base d'une cartographie commentée.

Le décret précise que la transmission ou la mise à disposition des données mentionnées aux articles D. 111-53 et D. 111-54 n'est pas facturée, y compris pour les données par bâtiment fournies par les gestionnaires de réseaux après traitement informatique fondé uniquement sur la base de leurs référentiels d'adresses.

Le décret ajoute également un article concernant d'autres données à transmettre aux personnes publiques pour l'exercice de leurs compétences.

- « Art. D. 111-57.-Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz ou d'électricité, sont définies les données suivantes, par réseau :
 - « 1° Consommation totale annuelle par point de livraison résidentiel lorsque cette consommation est inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
 - « 2° Consommation totale annuelle par bâtiment comportant un seul point de livraison résidentiel, la consommation de ce point étant inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
 - « 3° Consommation totale annuelle de gaz ou d'électricité par bâtiment, dont la part résidentielle, respectivement de gaz ou d'électricité, est inférieure ou égale au seuil-résidentiel et qui comporte entre 2 et 10 points de livraison résidentiels.

Impacts sur les charges des ELD

L'ensemble des ELD ont prévu des charges supplémentaires pour faire face à ces nouvelles obligations :

- Charges en termes de rémunération des agents mobilisés sur la production de ces nouvelles informations (soit dans les CRAC soit directement fournies aux acteurs prévus dans la loi)
- Charges de développement et de maintenance des outils nécessaires à la production de ces données

Le tableau suivant représente le montant des charges (OPEX) demandées par chacune des ELD en fonction du nombre de PDL qui a été retenu comme l'inducteur de coût le plus pertinent pour la production de données de consommation par point de livraison pour par agrégat de point de livraison.

8.7 Mail de la CNIEG relatif au taux de charges sociales

[Confidentiel]

8.8 Détail du taux de charges indirectes immobilisées (2016)

[Confidentiel]

8.9 Justificatif d'assurance

[Confidentiel]

8.10 Justificatif de la prestation de sécurisation des réseaux de télécommunications (devis Orange)

[Confidentiel]

8.11 Ecart couvert ATRD4 et réalisé ATRD4 en zone péréquée

[Confidentiel]

8.12 Contradictoire de Gaz de Barr

[Confidentiel]